

ÉLABORATION D'UN CADRE PANCANADIEN SUR
L'ACTIVITÉ PHYSIQUE

Rapport sommaire sur la consultation et l'engagement

Présenté à :

Comité fédéral, provincial et territorial sur l'activité physique et les
loisirs

Le Conference Board du Canada – Mars 2017

TABLE DES MATIÈRES

Sommaire	2
Contexte et objectifs	4
Un cadre pancanadien sur l'activité physique	4
Objectifs de consultation et d'engagement	5
Méthodologie	6
Sondage	8
Webinaires.....	8
Atelier	8
Entrevues de répondants clés	8
Qui a participé?	9
Ce que nous avons entendu dans l'ensemble	10
A. Harmonisation et complémentarité.....	11
B. Valeur commune	20
C. Approches fondées sur des données probantes	23
D. Innovation et approches émergentes	24
E. Suivi et production de rapports.....	27
F. Autres priorités et facteurs à considérer pour le cadre pancanadien	31
Quatre thèmes récurrents.....	32
Prochaines étapes	34

Sommaire

L'inactivité physique et le comportement sédentaire demeurent de graves problèmes de santé publique au Canada. Les ministres fédéraux, provinciaux et territoriaux (FPT)¹ responsables du sport, de l'activité physique et des loisirs (SAPL) contribuent de façon unique et importante à la résolution de ce grave problème. Tous les participants ont demandé de compléter l'élaboration d'un cadre pancanadien sur l'activité physique qui sera discuté lors de la prochaine rencontre des ministres qui aura lieu en juillet 2017.

Le but du cadre est de bâtir sur le rôle unique et essentiel des gouvernements qui vise à donner aux Canadiens des occasions d'améliorer leur santé et leur bien-être par la pratique régulière d'activités physiques, tout en tenant compte de nouvelles possibilités stratégiques. Le cadre s'harmonisera avec les efforts gouvernementaux et communautaires existants et émergents qui encouragent les Canadiens à adopter un mode de vie plus actif et viendra compléter ceux-ci. Il bâtira sur des politiques et des programmes FPT clés comme la *Politique canadienne du sport 2012*; le *Cadre stratégique 2015 pour le loisir au Canada : Sur la voie du bien-être* et la stratégie non gouvernementale *Canada actif 20/20 : Une stratégie et un plan de changement pour accroître l'activité physique au Canada*.

Les gouvernements FPT ont entendu un large éventail d'intervenants, y compris des particuliers, des parents, des professionnels, des entreprises, des organisations à but non lucratif, tous les ordres de gouvernement et le public. Le Conference Board du Canada a été mandaté pour mener un processus de consultation et d'engagement destiné aux Canadiens de toutes les provinces et régions. Il a recueilli les points de vue et les commentaires de personnes représentant différents secteurs, dont la santé, l'activité physique et le comportement sédentaire, le sport et les loisirs, l'infrastructure, le transport, l'éducation, l'environnement et les parcs. Le processus de consultation et d'engagement comprenait des sondages publics, des webinaires interactifs, un atelier national et une série d'entrevues de répondants clés.

Ce rapport présente un sommaire des activités de consultation et d'engagement qui ont eu lieu d'octobre 2016 à décembre 2016 et de leurs résultats. L'addenda à ce rapport présente un sommaire des activités de consultation et d'engagement qui ont eu lieu de janvier 2017 à mars 2017 et de leurs résultats. Ces activités ont suscité des commentaires portant plus précisément sur les questions auxquelles sont confrontées les communautés autochtones du Canada, de même que sur les questions touchant les régions du Nord, rurales et éloignées et les municipalités.

¹ Le Québec partage les objectifs généraux visant à accroître l'activité physique, mais ne souscrit pas à un cadre canadien dans un domaine qui relève de sa compétence. Le Québec demeure le seul responsable de l'élaboration, de la mise en œuvre et de la communication de programmes visant à promouvoir l'activité physique sur son territoire. Toutefois, la province a l'intention de continuer à échanger des renseignements et des pratiques exemplaires avec d'autres gouvernements canadiens.

D'octobre 2016 à décembre 2016, 1 431 personnes ont participé à un sondage en ligne ouvert au public. Les répondants au sondage comprenaient des particuliers/résidents canadiens, des professionnels, le gouvernement, des organisations à but non lucratif et des entreprises privées. Les répondants au sondage provenaient de partout au Canada, représentant l'ensemble des provinces et des territoires, ainsi qu'un vaste éventail de secteurs. Bien qu'une portion considérable des répondants aient indiqué avoir un emploi à temps plein et un revenu de ménage relativement élevé, dans l'ensemble ils provenaient de contextes sociodémographiques variés. Plus de 200 personnes ont pris part aux webinaires et plus de 50 personnes ont participé à l'atelier. Six personnes ont fait connaître leurs points de vue dans le cadre d'entrevues de répondants clés.

Les activités de consultation et d'engagement ont révélé quatre thèmes récurrents qui sont pris en considération dans l'élaboration du cadre :

1. Assurer une collaboration multisectorielle dans l'élaboration et la mise en œuvre du cadre. L'utilisation d'une lentille d'activité physique pour déterminer les domaines de convergence avec les intervenants clés aidera aux différents secteurs à travailler ensemble en vue d'atteindre des buts communs. Les domaines clés de collaboration entre les différents secteurs de la société comprennent l'aménagement communautaire, le renouvellement des infrastructures, le transport, la santé, l'éducation et l'environnement extérieur, entre autres.

2. Mettre l'accent sur l'approche du parcours de vie. Créer des possibilités pour bénéficier de l'activité physique tout au long de la vie; jouer à tous les âges – ce qui comprend les enfants, les adolescents, les adultes, les personnes âgées; et incorporer l'activité physique dans la vie quotidienne, à toutes les étapes de la vie.

3. S'assurer que le cadre tient compte de tous les Canadiens. Les occasions, les programmes et les stratégies en matière d'activité physique devraient être équitables, inclusifs, abordables, accessibles et pertinents sur le plan culturel pour tous les Canadiens peu importe leur capacité, leur âge, leur revenu, leur niveau d'instruction, leur ethnicité, leur langue et la région où ils vivent (p. ex. incorporer les perspectives et les modes de vie des Autochtones). Cela veut dire qu'il faut inclure les populations des régions du Nord, rurales et éloignées, de même que les populations qui présenteraient un risque plus élevé d'inactivité physique (comme les personnes ou les familles dont le statut socioéconomique est moins élevé), en plus des populations urbaines.

4. Mettre l'accent sur l'aménagement communautaire et le renouvellement des infrastructures. Tirer le maximum de l'environnement bâti en vue d'accroître les niveaux d'activité physique. Créer des communautés intelligentes et vivables qui favorisent l'activité par l'utilisation efficace et durable d'installations, d'espaces verts et des infrastructures de transport.

Les commentaires recueillis au cours du processus de consultation et d'engagement seront utilisés pour établir la vision, l'orientation, les objectifs, les priorités et la portée du cadre²

² « Cadre » est utilisé seulement à titre provisoire

pancanadien sur l'activité physique, ainsi qu'un plan de contrôle et de production de rapports pour celui-ci.

Contexte et objectifs

Un cadre pancanadien sur l'activité physique

L'inactivité physique et le comportement sédentaire demeurent de graves problèmes de santé publique au Canada. Les ministres fédéraux, provinciaux et territoriaux (FPT)³ responsables du sport, de l'activité physique et des loisirs (SAPL) contribuent de façon unique et importante à la résolution de ce grave problème. Les ministres du SAPL ont demandé qu'un cadre pancanadien sur l'activité physique soit élaboré aux fins de discussion à la réunion ministérielle de juillet 2017.

Le but de ce cadre est de bâtir sur le rôle unique et essentiel des gouvernements qui vise à donner aux Canadiens des occasions d'améliorer leur santé et leur bien-être par la pratique régulière d'activités physiques, tout en tenant compte de nouvelles possibilités stratégiques.

Le cadre viendra compléter les efforts gouvernementaux et communautaires existants et émergents qui encouragent les Canadiens à adopter un mode de vie plus actif. De plus, il examinera la relation entre ces efforts et d'autres politiques et programmes FPT et nationaux existants (p. ex. *Canada actif 20/20 : Une stratégie et un plan de changement pour accroître l'activité physique au Canada*, la *Politique canadienne du sport 2012*, le *Cadre stratégique 2015 pour le loisir au Canada : Sur la voie du bien-être* et *Freiner l'obésité juvénile : Cadre d'action FPT pour la promotion du poids santé*).

Les principes qui ont été établis pour guider l'élaboration du cadre pancanadien sur l'activité physique sont :

- **Harmonisation et complémentarité** : Le cadre pancanadien sur l'activité physique bâtira sur les efforts du SAPL pour assurer une cohérence dans l'ensemble des cadres, des politiques et des stratégies visant à améliorer l'amplification des résultats, à répondre aux mesures d'austérité gouvernementales et à optimiser les investissements existants à l'échelle des objectifs stratégiques existants.
- **Fondé sur des données probantes** : Le but, la portée, le contexte et les objectifs du cadre sur l'activité physique seront fondés sur des données probantes en vue d'obtenir des résultats mesurables au niveau de la population.

³Le Québec partage les objectifs généraux visant à accroître l'activité physique, mais ne souscrit pas à un cadre canadien dans un domaine qui relève de sa compétence. Le Québec demeure le seul responsable de l'élaboration, de la mise en œuvre et de la communication de programmes visant à promouvoir l'activité physique sur son territoire. Toutefois, la province a l'intention de continuer à échanger des renseignements et des pratiques exemplaires avec d'autres gouvernements canadiens.

- **Innovation et approches émergentes** : Le cadre pancanadien sur l'activité physique tiendra compte de nouvelles approches pour apporter des changements au niveau de la population concernant l'activité physique, y compris, sans en exclure d'autres, les approches de finance sociale, d'économie comportementale et d'innovation sociale.
- **Comportements sédentaires** : Les politiques, les pratiques et les programmes sur la vie active tiendront compte des efforts pour réduire les comportements sédentaires et accroître l'activité physique.
- **Valeur commune** : Les approches pour promouvoir l'activité physique viseront à assurer une valeur commune à l'échelle des gouvernements et des domaines stratégiques, où le but est d'exploiter et d'optimiser l'activité et les investissements stratégiques dans le sport, les loisirs, la santé et d'autres domaines qui ont une incidence sur l'activité physique au niveau de la population.

Objectifs de consultation et d'engagement

Les gouvernements FPT souhaitent consulter un large éventail d'intervenants, comprenant des particuliers, des parents, des professionnels, des entreprises, des organisations à but non lucratif, tous les ordres de gouvernement et le public, concernant le cadre sur l'activité physique. Pour ce faire, ils ont mandaté le Conference Board du Canada pour mener un processus de consultation et d'engagement auprès d'intervenants clés dans des secteurs variés aux niveaux national, provincial, territorial, régional et local, y compris dans les domaines de la santé, de l'activité physique, du comportement sédentaire, du sport et des loisirs, de l'infrastructure, du transport, de l'éducation, de l'environnement et des parcs, entre autres.

Compte tenu du principe d'harmonisation et de complémentarité qui guide l'élaboration du cadre, les efforts de consultation et d'engagement visant à éclairer l'élaboration de *Canada actif 20/20 : Une stratégie et un plan de changement pour accroître l'activité physique au Canada*, la *Politique canadienne du sport 2012* et le *Cadre stratégique 2015 pour le loisir au Canada : Sur la voie du bien-être* ont été pris en considération.

D'octobre 2016 à mars 2017, le processus de consultation et d'engagement a compris deux sondages publics en ligne, cinq webinaires, un atelier national et des entrevues de répondants clés.

Ce rapport présente un sommaire des activités de consultation et d'engagement qui ont eu lieu d'octobre 2016 à décembre 2016 et de leurs résultats. L'addenda à ce rapport présente un sommaire des activités de consultation et d'engagement qui ont eu lieu de janvier 2017 à mars 2017 et de leurs résultats. Ces activités ont suscité des commentaires portant plus précisément sur les questions auxquelles sont confrontées les communautés autochtones du Canada, de même que sur les questions touchant les régions du Nord, rurales et éloignées et les municipalités.

Les commentaires recueillis au cours du processus de consultation et d'engagement seront utilisés pour établir la vision, l'orientation, les objectifs, les priorités et la portée du cadre pancanadien sur l'activité physique, ainsi qu'un plan de contrôle et de production de rapports pour celui-ci.

Méthodologie

Le Conference Board du Canada a entamé le processus de consultation et d'engagement en examinant les documents faisant autorité et en faisant la synthèse des efforts actuels et passés au Canada pour faire face à l'inactivité physique et au comportement sédentaire. Afin de s'orienter vers l'avenir, Le Conference Board a décelé et consigné en dossier les nouvelles approches stratégiques prometteuses, ainsi que les tendances émergentes pertinentes pour l'élaboration du cadre.

Des questions à débattre ont été définies à la suite d'un examen d'un certain nombre de documents de politique et fondés sur des données probantes, y compris le document de travail FPT du SAPL intitulé *Toward Alignment: A Collaborative Agenda for Recreation, Sport and Physical Activity in Canada*, ainsi que les documents suivants : *Environmental Scan of Existing and Emerging Federal, Provincial and Territorial Government Policies, Programs and Investments in Physical Activity (2016)*; *Population Physical Activity in Canada—Infographic Report (2015)*⁴; *Canada actif 20/20 : Une stratégie et un plan de changement pour accroître l'activité physique au Canada (2016)*; la *Politique canadienne du sport 2012*; *Freiner l'obésité juvénile : Cadre d'action FPT pour la promotion du poids santé (2010)* et le *Cadre stratégique 2015 pour le loisir au Canada : Sur la voie du bien-être*.

Les questions à débattre utilisées tout au long du processus portaient sur les domaines de convergence consignés en dossier entre les politiques, les stratégies et les cadres de niveau national existants énumérés ci-dessus, les principes directeurs pour l'élaboration du cadre et les plans existants de contrôle et de production de rapports (voir le tableau 1). On a également demandé aux participants au processus de consultation d'indiquer quels autres priorités ou facteurs devraient être pris en considération dans l'élaboration du cadre.

Tableau 1

Domaines qui ont guidé l'élaboration des questions à débattre

Domaines de convergence relevés	Principes guidant l'élaboration du cadre pancanadien sur l'activité physique
<ul style="list-style-type: none"> • Approche fondée sur le parcours • accès, de l'équité, de la diversité et de l'inclusion • Littératie physique • Jouer • Le renouvellement des infrastructures et l'utilisation efficace et durable d'installations et d'espaces verts 	<ul style="list-style-type: none"> • Harmonisation et complémentarité • Fondé sur des données probantes • Innovation et approches émergentes • Comportements sédentaires • Valeur commune

⁴ Ces trois documents du SAPL FPT peuvent être fournis sur demande.

<ul style="list-style-type: none">• L'aménagement communautaire (les environnements bâtis et naturels)• Le développement et le partage des connaissances• Le bénévolat (renforcement des capacités et soutien)• L'évaluation et la surveillance	
--	--

Sondage

Le sondage public en ligne a été lancé le 5 octobre 2016 et s'est terminé le 30 novembre 2016. Il était ouvert au grand public (tous les résidents canadiens de 18 ans et plus). Un nombre de plates-formes de média social ont été utilisées pour l'engagement et la sensibilisation, y compris le site Web du Conference Board du Canada, LinkedIn, Facebook et Twitter. Les représentants de gouvernements FPT ont également encouragé la participation au sondage auprès de leurs collègues et au sein de leurs réseaux respectifs.

Les réponses au sondage ont été analysées au moyen de méthodes d'analyse quantitative et qualitative appropriées. Sur le plan qualitatif, une analyse thématique narrative indépendante des commentaires des répondants au sondage a été réalisée afin d'obtenir un aperçu approfondi de ceux-ci.

Webinaires

Des webinaires ont été réalisés en novembre 2016 afin d'engager les intervenants de multiples secteurs sur les priorités et les politiques qui devraient être prises en considération dans le cadre. En plus d'encourager la participation aux webinaires au moyen de plates-formes de média social, des personnes et/ou des organisations sélectionnées ont été contactées directement en fonction de leur secteur, de la diversité géographique et/ou de leurs connaissances et de leur expertise. Des enregistrements audio et des registres de clavardage anonymisés de chaque webinaire ont été réalisés et archivés à des fins d'analyse.

Atelier

Un atelier dirigé d'une journée complète a eu lieu à Ottawa le 24 novembre 2016 afin d'engager les intervenants de multiples secteurs sur les priorités et les politiques qui devraient être prises en considération dans le cadre. Des personnes et/ou des organisations ont été invitées à participer en fonction de leur secteur, de la diversité géographique et/ou de leurs connaissances et de leur expertise.

Entrevues de répondants clés

Des entrevues de répondants clés ont été menées afin d'obtenir des commentaires supplémentaires et plus approfondis de la part des communautés du Nord, rurales, éloignées et autochtones, ainsi que de municipalités sélectionnées. Des personnes et/ou des organisations ont été invitées à participer en fonction de leur secteur, de la diversité géographique et/ou de leurs connaissances et expertise. Le Conference Board du Canada a misé sur des discussions antérieures issues d'autres composantes du processus de consultation et d'engagement pour dialoguer avec les répondants clés.

Par exemple, on a demandé aux participants quels étaient certains des défis auxquels les communautés rurales, éloignées, du Nord et/ou autochtones étaient confrontées en ce qui concerne les possibilités et la motivation d'adopter un mode de vie plus actif. On leur a également demandé d'indiquer les politiques, les programmes ou les approches qui devraient être pris en considération dans le cadre et de donner des exemples de programmes et de politiques qui ont été efficaces. Voir le rapport en addenda pour de plus amples renseignements sur ces perspectives.

Les listes des participants aux webinaires, à l'atelier et aux entrevues de répondants clés, ainsi que la méthodologie et les analyses détaillées pour chaque activité de consultation et d'engagement peuvent être fournies sur demande.

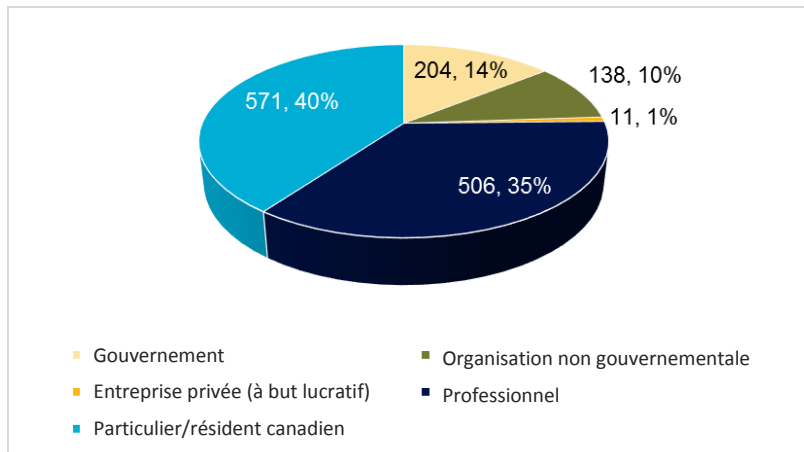
Qui a participé?

Les gouvernements FPT souhaitaient s'assurer qu'un large éventail d'intervenants clés soient représentés dans le processus de consultation et d'engagement et que les perspectives de toutes les régions géographiques soient incluses – ce qui a été réalisé. Provenant de toutes les provinces et de tous les territoires du Canada, au total, 1 431 personnes ont répondu au premier sondage; 187 personnes ont participé au webinaire, 52 personnes ont pris part à l'atelier (en plus de quatre animateurs et du personnel du Conference Board) et six personnes ont fait connaître leur point de vue dans le cadre d'entrevues de répondants clés.

Les gouvernements FPT ont également invité différents secteurs, des professionnels, des entreprises, des organisations et le grand public à s'engager. Cet objectif a également été atteint (voir la figure 1). Par exemple, parmi les répondants au sondage, le grand public a été le groupe le plus nombreux à participer au sondage (40 p. 100); les trois quarts des participants au sondage ont indiqué être des femmes et plus du tiers (37 p. 100) comptaient au moins un enfant au sein de leur ménage. Près des deux tiers (63 p. 100) des répondants étaient employés à temps plein et 41 p. 100 des personnes ont indiqué avoir un revenu de ménage de 100 000 \$ ou plus. Les professionnels représentaient 35 p. 100, le gouvernement 14 p. 100 et les organisations non gouvernementales (ONG) 10 p. 100 des répondants. Le secteur de l'activité physique était fortement représenté (18 p. 100) dans le sondage; toutefois, une grande variété de représentants d'autres secteurs a également participé au sondage, comme les loisirs (16 p. 100), le sport (14 p. 100) et les soins de santé (8 p. 100). Des représentants du transport, de l'infrastructure, de la conception/l'architecture, de l'environnement, des parcs/de la faune et des soins aux enfants y ont également participé, bien qu'à de plus faibles niveaux (1 à 3 p. 100). Trois pour cent des participants ont indiqué être Autochtone et 11 p. 100 ont indiqué être des nouveaux immigrants. Quatorze pour cent des participants provenaient de communautés rurales.

Figure 1

Perspectives saisies dans le cadre du sondage public



Dans l'ensemble, les secteurs, populations et communautés visés ont tous participé au processus de consultation et d'engagement.

Ce que nous avons entendu dans l'ensemble

Des questions portant sur cinq domaines particuliers ont été posées aux participants du processus de consultation et d'engagement. Ces domaines ont été sélectionnés en fonction de cinq facteurs, dont les domaines de convergence documentés entre les politiques, les stratégies et les cadres de niveau national existants qui comprennent l'activité physique, les principes qui guident l'élaboration du cadre et les plans pour le contrôle et la production de rapports dans l'avenir. On a également demandé aux participants d'indiquer d'autres priorités ou facteurs à considérer dans l'élaboration du cadre.

Un résumé des commentaires notables relevés dans l'analyse de l'ensemble des commentaires tirés du sondage, des webinaires, de l'atelier et des entrevues de répondants clés est fourni dans l'ordre suivant (des renseignements supplémentaires peuvent être fournis sur demande) :

- A. Harmonisation et complémentarité
- B. Valeur commune
- C. Approches fondées sur des données probantes
- D. Innovation et approches émergentes
- E. Suivi et production de rapports
- F. Autres priorités et facteurs à considérer

A. Harmonisation et complémentarité

Un nombre de domaines de convergence sont ressortis des politiques, des stratégies et des cadres FPT et nationaux existants relativement à l'activité physique. On a demandé aux participants d'indiquer (à partir d'une liste définie) quels domaines de convergence devraient être pris en considération comme priorités pour le cadre pancanadien. Le tableau 2 présente un résumé des résultats.

Dans l'ensemble, les participants au sondage, aux webinaires et à l'atelier estimaient qu'il serait important d'inclure tous les domaines de convergence relevés dans le cadre afin d'assurer une contribution unique et à valeur ajoutée aux efforts existants.

Tableau 2
Résultats – Résumé des domaines de convergence

Domaine de convergence	Cote moyenne du sondage 1 = moins important 5 = plus important	% des participants au webinaire qui ont sélectionné comme l'une des 5 principales priorités
L'accent sur le jeu à tous les âges	4,37 (écart-type 0,87)	57
L'aménagement communautaire	4,25 (écart-type 0,86)	60
Le renouvellement des infrastructures et l'utilisation efficace et durable d'installations et d'espaces verts	4,22 (écart-type 0,85)	57
Approche fondée sur le parcours de vie	4,14 (écart-type 0,96)	66
Littératie physique	4,14 (écart-type 0,96)	61
L'amélioration de l'accès, de l'équité, de la diversité et de l'inclusion	4,14 (écart-type 0,99)	82
Évaluation et surveillance	3,98 (écart-type 0,92)	46
Développement et partage des connaissances	3,88 (écart-type 0,97)	30
Bénévolat	3,68 (écart-type 1,01)	9

Ensemble, les résultats du sondage, des webinaires, de l'atelier et des entrevues de répondants clés permettent de mieux valider les domaines de convergence déjà relevés. Les intervenants ont souligné qu'il était important de fonder les décisions et les investissements sur des valeurs (p. ex. inclusion) et des données probantes (efficacité éprouvée). Ils ont aussi mis l'accent sur l'importance de la collaboration; soulignant que les recherches avaient démontré que les interventions multiples et coordonnées généraient des résultats positifs et qu'il était possible à tous de tirer le maximum et de bénéficier de plates-formes et de campagnes nationales. Les participants se sont entendus pour dire que le cadre pancanadien sur l'activité physique devait

non seulement s'harmoniser avec les politiques et les stratégies existantes et les compléter, mais aussi viser à trouver et à mettre en œuvre une mise à l'échelle d'approches efficaces fondées sur des données probantes, de même que de nouvelles approches prometteuses.

Approche fondée sur le parcours de vie

Les participants au sondage, aux webinaires, à l'atelier et aux entrevues de répondants clés ont tous souligné l'importance d'une approche fondée sur le parcours de vie et l'ensemble de la société afin d'accroître l'activité physique. Dans l'ensemble, l'approche axée sur le parcours de vie a obtenu la cote « très important » à inclure dans le cadre par les participants au sondage. L'approche fondée sur le parcours de vie a été désignée comme l'une des cinq plus importantes priorités par 66 p. 100 des participants aux webinaires et cinq des six groupes de l'atelier.

Autres commentaires :

- Les participants à l'atelier ont noté que tous les ordres de gouvernement (fédéral, provincial, territorial et municipal) et de nombreux ministères et organismes pertinents au sein de ces gouvernements devraient être inclus dans une approche globale d'ensemble du gouvernement et d'ensemble de la société. Les participants à l'atelier ont convenu que l'approche fondée sur le parcours de vie devrait s'appliquer à l'activité physique et au sport.
- Ils ont également insisté sur l'importance d'encourager l'activité physique tout au long de la vie, l'intégrant dans les activités quotidiennes en offrant des occasions continues de participation tant au sport qu'à d'autres formes d'activité physique.
- Les participants aux webinaires ont souligné l'importance de la qualité de l'expérience ayant une incidence sur les résultats escomptés de l'activité tout au long de la vie, de la promotion de l'activité physique chez les enfants et les jeunes à l'école (étant donné que les habitudes de vie ancrées en bas âge sont plus susceptibles d'être maintenues à l'âge adulte) et de l'adoption d'approches ciblées.
- Les participants aux webinaires ont recommandé qu'un accent particulier dans le cadre pancanadien sur l'activité physique à venir soit mis sur l'augmentation des niveaux d'activité physique récréative de ceux affichant des taux de participation nuls ou faibles.

Inclusion, accès, équité et diversité

Le thème de l'inclusion, de l'accès, de l'équité et de la diversité a été sélectionné comme l'une des principales priorités par les trois groupes engagés. Les participants au sondage ont coté ce thème comme « très important », alors que 82 p. 100 des participants aux webinaires l'ont choisi comme l'une des principales priorités. Ce thème a également été désigné comme l'une des principales priorités par les participants à l'atelier.

Autres commentaires :

- Les participants aux webinaires ont souligné que la création d'un environnement accueillant motivait les gens à participer et à se sentir à l'aise lorsqu'ils décident de faire de l'activité physique. Ils ont indiqué que les expériences positives et respectueuses de la culture pouvaient également aider à réduire les stigmates et l'intimidation et que l'inclusion était importante parce qu'un bon nombre des programmes actuellement offerts sont conçus pour les personnes qui les veulent, et pas nécessairement pour celles qui en ont le plus besoin (ceux affichant les plus faibles taux d'activité physique).
- Les participants aux webinaires ont souligné le rôle crucial que jouait une lentille d'équité dans l'élaboration d'interventions et de programmes et ont cité des recherches démontrant le lien entre un faible revenu et un faible niveau d'activité physique. Ils ont insisté sur l'importance d'éliminer les barrières sociales et financières afin d'assurer une participation équitable et ont noté que les personnes à faible revenu, celles avec des contraintes physiques ou autres, les communautés de langue minoritaire ou celles vivant dans des régions rurales ou éloignées étaient souvent exclues des occasions de faire de l'activité physique.
- Les participants au sondage ont souligné que les programmes équitables créaient des occasions qui permettent à tous de développer leur littératie physique et, une fois de plus, ont insisté sur le fait que les programmes récréatifs ne devraient pas comprendre que le sport (p. ex. les performances artistiques).
- Les gouvernements et les ONG qui ont participé au sondage l'ont coté comme l'un des deux plus importants domaines.
- Les répondants clés interviewés ont ajouté que pour certaines communautés rurales et éloignées très désavantagées, une approche ciblée sur les difficultés de ces communautés devrait être adoptée et qu'une lentille d'équité devrait être utilisée pour évaluer les risques et les interventions.
- Les participants à l'atelier ont mis l'accent sur l'importance d'adopter des principes et des approches de politique et de programme qui peuvent être combinés et adaptés à des contextes canadiens particuliers (p. ex. une solution unique ne conviendrait peut-être pas à tous, étant donné que les communautés urbaines, rurales, éloignées et autochtones disposent de ressources et ont des besoins souvent bien différents).
- Les participants à l'atelier et les répondants clés interviewés ont souligné l'importance de l'inclusion culturelle (surtout des perspectives autochtones). Les personnes interrogées ont également noté que les programmes pour les communautés autochtones devraient mettre l'accent sur le rétablissement des valeurs, de la culture et des comportements traditionnels (p. ex. utilisation du piégeage traditionnel) qui favorisent l'activité physique et réduisent les comportements sédentaires.

Littératie physique

Les participants au sondage ont coté la littératie physique comme « très importante » et noté son importance dans la création d'occasions inclusives. La littératie physique et le transfert des

connaissances ont été sélectionnés comme l'une des cinq principales priorités par 61 p. 100 des participants aux webinaires et cinq des six groupes d'atelier.

Autres commentaires :

- La stratification des résultats du sondage par la perspective a révélé que les ONG désignaient la littératie physique comme l'une de leurs deux principales priorités.
- Plusieurs participants aux webinaires ont sélectionné la littératie physique pour sa capacité à réunir le sport, les loisirs, l'activité physique et la santé et à servir de fondement pour la pratique d'activités physiques et de sports tout au long de la vie. Ils ont cité la littératie physique et les jeux comme points de départ clés pour accroître l'activité physique (peu importe la géographie), car sans ceux-ci, les enfants et les jeunes n'acquerront pas les aptitudes nécessaires pour envisager d'y participer.
- Quelques groupes d'atelier ont souligné l'importance du développement et du transfert des connaissances pour accroître la littératie physique et noté le rapport avec l'évaluation et la surveillance, l'éducation, l'échange de données probantes, l'accessibilité et la prise de décisions fondée sur des données probantes. Un autre groupe a ajouté que les indicateurs du cadre se rapportant à la littératie physique devraient être définis dès le début, avoir une portée globale/nationale, être accessibles au public et être expliqués dans les communications et la promotion. L'augmentation de la littératie physique et du transfert des connaissances est particulièrement importante pour les populations qui affichent des niveaux inférieurs dans ces domaines et où des ressources seront nécessaires en matière d'éducation et d'information.
- Les personnes interviewées ont cité les avantages en aval (c.-à-d. des rendements à plus long terme) de l'utilisation du système d'éducation comme tremplin pour promouvoir l'activité physique et réduire le comportement sédentaire chez les enfants et les adolescents. Pour les personnes vivant au sein de communautés rurales, éloignées et autochtones et celles de plus de 20 ans, elles ont suggéré de mettre l'accent sur la littératie physique et d'incorporer des éléments de leur culture traditionnelle.

L'accent sur le jeu à tous les âges

Les participants au sondage ont coté l'accent sur le jeu à tous les âges, mais plus particulièrement dans le développement de l'enfant, au tout premier rang. Ce domaine a été sélectionné comme l'une des cinq principales priorités par 57 p. 100 des participants aux webinaires et quatre des six groupes d'atelier.

Autres commentaires :

- Les participants au sondage ont fait mention de la participation à des activités/au jeu (non seulement dans le cadre de sports organisés) et du besoin de combiner des activités intergénérationnelles avec le plaisir et le jeu libre. Les participants aux webinaires ont également noté la distinction entre l'activité physique réalisée dans le cadre de jeux et de loisirs et l'activité physique réalisée dans le cadre de sports

organisés. Ils ont fait valoir que la mise de l'accent sur le jeu à tous les âges permet de mieux intégrer l'activité physique dans les activités quotidiennes, encourage la participation et offre des occasions continues d'inclusion. Ils ont également indiqué que bien que d'excellents efforts aient déjà été faits pour promouvoir le jeu actif chez les enfants, le jeu à tous les âges s'applique également aux adultes et aux personnes âgées.

- Bon nombre de participants au sondage, aux webinaires et à l'atelier et de personnes interviewées ont suggéré que le sport et d'autres formes d'activité physique soient intégrés et rendus obligatoires au cours de la journée scolaire afin que l'activité physique fasse partie intégrante du mode de vie d'un enfant et de l'approche globale de la santé en milieu scolaire. Ils ont fait valoir que l'éducation physique devrait être incorporée à tous les niveaux (préscolaire à postsecondaire) et que les ministères de l'éducation et le Consortium conjoint pour les écoles en santé devaient être engagés. Les participants ont souligné que les programmes comme Aller-retour actif et sûr pour l'école et le programme SPARK (sport, activité physique et loisirs pour les enfants) peuvent contribuer à l'atteinte de ces objectifs.
- Le groupe d'atelier qui a choisi l'éducation comme l'une de ses principales priorités a mis l'accent sur l'importance d'offrir des activités physiques quotidiennes dans les écoles canadiennes, d'engager et d'habiliter les jeunes tout au long de leur vie et d'offrir des expériences de sport de qualité.
- Les participants au sondage ont cité le besoin d'offrir des classes d'éducation physique obligatoires dans les écoles, l'importance de l'éducation, de la formation et de l'accréditation du personnel/des enseignants/entraîneurs d'éducation physique et le besoin de programmes structurés qui favorisent l'activité physique.
- Les participants aux webinaires ont ajouté qu'un manque de ressources financières et de formation semble poser un problème continu à l'offre de programmes d'éducation physique et d'occasions d'activité physique de qualité aux étudiants au cours de la journée scolaire.

Le renouvellement des infrastructures et l'utilisation efficace et durable d'installations et d'espaces verts

Le renouvellement des infrastructures et l'utilisation efficace et durable d'installations et d'espaces verts a été désigné comme « très important » par les participants au sondage, recevant la deuxième cote moyenne la plus élevée. Ce domaine a été sélectionné comme l'une des principales priorités par 57 p. 100 des participants aux webinaires et cinq des six groupes d'atelier (dans les conversations qui ont suivi, les participants aux webinaires et les groupes d'atelier ont combiné des aspects d'infrastructure et d'aménagement communautaire dans leurs discussions sur l'environnement bâti).

Autres commentaires :

- Les participants aux webinaires et à l'atelier ont noté que les infrastructures et l'aménagement communautaire sont des caractéristiques physiques critiques de l'environnement qui peuvent soit contribuer à l'augmentation, soit contribuer à la

réduction des niveaux d'activité de personnes de tous âges et de toutes capacités. Le renouvellement des infrastructures est un élément clé de l'aménagement communautaire qui peut améliorer l'inclusion, l'accès, l'équité et la diversité au cours de la vie de différentes populations. Il devrait également s'harmoniser avec d'autres domaines sur lesquels il a une incidence, comme les changements climatiques, la qualité de l'air et la réduction des blessures.

- Un thème clé qui est ressorti des webinaires et de l'atelier est la différence entre les régions rurales et éloignées. Les participants ont noté que certaines questions types posées par Statistique Canada concernant les infrastructures (voies cyclables, trottoirs, petites marches au transport en commun ou pour magasiner) ne font pas écho chez les membres de communautés rurales et éloignées et qu'il faudrait mieux comprendre l'incidence qu'a l'environnement bâti sur l'activité physique dans les différentes régions du Canada. Ils ont aussi souligné que les communautés rurales et éloignées ne disposaient souvent pas des infrastructures que l'on retrouve dans les plus grandes communautés urbaines (p. ex. centres récréatifs).
- Étant donné que les communautés rurales et éloignées ne disposent pas toutes des fonds ou des moyens nécessaires pour investir dans les types d'infrastructures que l'on retrouve dans les plus grands milieux urbains (p. ex. les coûts de renouvellement des infrastructures peuvent être très élevés dans l'Arctique), le cadre devra tenir compte de la façon dont l'activité physique peut être intégrée dans la vie de tous les jours sans dépendre d'installations récréatives ou de sport. Les stratégies suggérées ont compris d'encourager une meilleure utilisation multifonctionnelle des espaces et des endroits existants, l'investissement dans des « bâtiments actifs » (un concept qui pourrait s'appliquer aux lieux de résidence, aux lieux de travail et aux écoles), le financement/les contributions sous forme de partenariat ou de type participatif et l'usage ciblé des ressources disponibles (p. ex. le fonds fédéral de la taxe sur l'essence pour les installations récréatives).
- Plusieurs participants aux webinaires ont également fait valoir l'importance d'adapter les approches communautaires et culturelles aux communautés autochtones du Canada, étant donné qu'un cadre pancanadien sur l'activité physique devra tenir compte de leur culture, de leur perspective et de leur mode vie traditionnel.
- Les personnes interviewées ont souligné le manque de programmes et d'infrastructure (sur le plan financier et des ressources humaines) à l'appui du sport et des loisirs dans bon nombre de communautés rurales, éloignées et autochtones. Le financement du sport et des loisirs n'est souvent pas une priorité et les fonds qui ont été obtenus ont souvent été distribués dans le cadre d'un programme unique sans stabilité ou soutien financier à long terme. Étant donné que les communautés autochtones ont été généralement exclues de la professionnalisation du sport ou des activités organisées au Canada, sans interface entre les communautés autochtones et l'ensemble de la communauté sportive, les personnes interviewées ont souligné l'importance de s'assurer que les programmes et les personnes responsables de leur prestation tiennent compte des objectifs de la communauté.

L'aménagement communautaire

L'aménagement communautaire (environnements bâtis et naturels) a été coté « très important » par les participants au sondage, recevant la deuxième cote moyenne la plus élevée après la mise de l'accent sur le jeu à tous les âges. Il a été désigné comme l'une des cinq principales priorités par 60 p. 100 des participants aux webinaires et cinq des six groupes d'atelier.

Autres commentaires :

- Les participants au sondage ont noté que l'aménagement communautaire jouait un rôle crucial dans l'amélioration de l'activité physique et la réduction du comportement sédentaire, non seulement en raison de l'aménagement (environnements bâtis et naturels), mais aussi en fonction de la promotion et de la mise en œuvre des initiatives d'activité physique offertes dans chaque municipalité. Les répondants du secteur privé au sondage ont coté la distance entre la maison, le travail et les activités récréatives comme leur deuxième principale priorité (relativement aux autres domaines) après les infrastructures, l'accessibilité et l'aménagement de la communauté.
- L'un des commentaires mentionnés dans tous les webinaires a été le rôle important que jouent l'aménagement communautaire et l'environnement bâti pour faire de l'activité physique un choix par défaut et facile. Les participants aux webinaires ont recommandé qu'un accent soit mis sur les occasions pour mener une vie active au moyen d'une lentille s'appliquant aux plans de construction et de rénovation. Ils ont aussi insisté sur l'importance d'harmoniser les environnements bâtis et politiques afin d'y trouver un terrain commun – en commençant par les endroits où les gens vivent, travaillent et jouent.
- Les participants aux webinaires et à l'atelier ont cité le transport actif, les loisirs actifs et les bâtiments actifs comme trois composantes clés de l'aménagement communautaire qui exigent l'élaboration d'une politique publique coordonnée pour les multiples secteurs. Ils ont également souligné l'importance d'aménager des communautés compactes/propices à la marche qui comprennent un transport actif, des voies cyclables, des passages pour piétons et des espaces verts et d'utiliser les outils du SIG afin de déceler les tendances et les faiblesses dans le potentiel piétonnier, l'accès aux installations récréatives et l'utilisation des espaces verts.
- Les répondants clés aux entrevues ont ajouté que pour accroître le potentiel piétonnier et la sécurité, certaines petites communautés autochtones bénéficieraient également de sentiers propices à la marche en hiver et d'une solution aux problèmes de chiens errants. Certaines personnes pourraient également remplacer l'activité physique dans leur vie quotidienne par autre chose (p. ex. prendre les escaliers au lieu de l'ascenseur ou construire des parcs adaptés aux adultes avec des appareils elliptiques et d'autres appareils d'exercice afin que les parents puissent faire de l'exercice pendant que leurs enfants s'amuse).
- Les participants aux webinaires ont suggéré que le nouveau cadre exige ou permette l'évaluation d'options stratégiques pour réduire la dépendance au transport axé sur l'automobile et aux programmes hautement structurés. L'incorporation stratégique de

l'activité physique dans les moyens que les gens utilisent pour se déplacer peut contribuer à surmonter deux des plus importants obstacles relevés : la commodité et le temps. La marche a été citée comme le fondement pour d'autres activités qui auront une incidence durable sur différents segments de la population – en plus d'inciter les gens à sortir pour aller dans les parcs et les sentiers. Afin d'encourager les gens à marcher ou à prendre leur vélo ou l'autobus au lieu de leur automobile, les destinations clés comme les centres communautaires et les bibliothèques ne devraient pas être dispersés à trop grande distance, étant donné que les grandes distances rendent le transport actif peu pratique.

- Les participants aux webinaires ont également recommandé des approches de « communauté en santé » et d'« incidence collective » qui incorporent les espaces ouverts et l'infrastructure, offrent une vision commune et encouragent le partage des ressources (p. ex. *Prendre Soins de Notre Monde* offre une approche innovatrice pour l'aménagement d'espaces vitaux et d'environnements qui favorisent la bonne santé).
- Les participants aux webinaires aimeraient également que le cadre spécifie comment on aidera les municipalités à mettre en œuvre l'aménagement communautaire et le renouvellement des infrastructures.
- Plusieurs groupes d'atelier ont mentionné l'importance d'être en mesure d'appliquer le cadre aux communautés urbaines, rurales et éloignées.

Le développement et le partage

Les participants au sondage ont coté le développement et le partage des connaissances parmi les moins importants des domaines de convergence, et seulement 30 p. 100 des participants aux webinaires l'ont sélectionné comme l'une de cinq principales priorités. Cinq des six groupes d'atelier ont coté ce domaine comme l'une des cinq principales priorités, mais ils l'ont fait en le joignant à la littératie physique.

Autres commentaires :

- Les participants aux quatre webinaires ont souligné l'importance d'un nombre de domaines clés – tant au niveau professionnel (ceux qui travaillent dans l'espace de l'activité physique comme les mentors et les formateurs) que public (améliorer la sensibilisation au sein des groupes cibles).
- Plusieurs participants aux webinaires ont souligné l'importance de cibler le développement des connaissances sur ceux qui bénéficieraient le plus de changements de comportement et de l'utilisation accrue des installations et des programmes disponibles (p. ex. ceux ayant des niveaux d'activité physique moins élevés). Les écarts entre les sexes ont également été cités comme un domaine où des améliorations seront nécessaires.

L'évaluation et la surveillance

Les participants au sondage ont coté l'évaluation et la surveillance comme l'avant-dernier domaine en importance. Il a été désigné comme l'une des cinq principales priorités par 46 p. 100 des participants aux webinaires et deux groupes d'atelier.

Autres commentaires :

- Les participants au sondage ont joint l'évaluation et la surveillance à plusieurs autres sous-thèmes, dont les mesures d'évaluation, les messages d'activité physique et le développement des connaissances.
- Les participants aux webinaires ont convenu que le cadre sur l'activité physique devrait incorporer une certaine forme d'évaluation et de surveillance, et que son intégration au moyen de diverses composantes de cadre permettra de mettre en évidence les réussites et les lacunes (à savoir si des stratégies particulières fonctionnent vraiment) dans l'amélioration des efforts.
- Ils ont fait valoir que l'établissement de bonnes données de référence est un point de départ important pour l'évaluation et que l'accès à des données de bonne qualité est important pour mesurer les progrès. Un participant à un webinaire a même mentionné qu'il s'agissait de la « pierre angulaire » pour évaluer l'activité tout au long de la vie, adopter des habitudes positives et régler des questions en amont.
- Les participants aux webinaires et un groupe d'atelier ont également noté que l'évaluation et la surveillance étaient essentielles pour assurer le financement continu des programmes et des projets qui fonctionnent bien et que la mesure permet une meilleure harmonisation des ressources et des résultats.

Le bénévolat

Le bénévolat a été coté comme le domaine le moins important par les participants au sondage. Il a été désigné comme l'une des cinq principales priorités par 9 p. 100 des participants aux webinaires et un groupe de travail.

Autres commentaires :

- Les participants du secteur privé au sondage ont coté le bénévolat comme le plus important domaine à faire une contribution unique et à valeur ajoutée aux efforts existants.
- Les participants aux webinaires et à l'atelier ont souligné le rôle que jouent les bénévoles dans les activités sportives et l'entretien des parcs et des sentiers. Ils ont également noté l'importance de bien former les bénévoles et de les remercier et de leur montrer notre appréciation afin d'assurer la poursuite des efforts.

Autres approches

On a demandé aux participants d'indiquer quelles autres approches pourraient accroître le niveau d'activité physique et réduire le comportement sédentaire.

- **Expériences axées sur la valeur** : La moitié des groupes d'atelier ont souligné l'importance d'offrir des expériences de qualité. Bien que cette question ait également été soulevée au cours de la discussion sur le jeu à tous les âges, la moitié des groupes ont sélectionné ce thème comme étant leur propre catégorie.
- **Politiques de milieu de travail/d'employeurs à l'appui de l'activité physique** : Ce sous-thème a également été abordé à plusieurs reprises au cours du sondage.
- **Soutien financier disponible/coûts** : Les participants au sondage ont suggéré d'accroître le financement pour entretenir et renouveler les infrastructures, d'offrir un accès gratuit aux programmes d'activité physique pour tous, de rembourser les services de kinésiologie par des assureurs privés, d'accroître le crédit d'impôt pour l'activité physique, d'adapter d'autres fonds pour l'activité physique et d'offrir des mesures d'incitation au niveau des municipalités. Les participants aux webinaires ont insisté sur l'importance d'offrir une aide financière aux communautés et suggéré d'utiliser les taxes pour accroître le financement au sport, aux loisirs et à d'autres formes d'activité physique.
- **Approche de santé** : Les participants aux webinaires et à l'atelier ont suggéré d'incorporer des politiques publiques de santé et des approches de santé de la population comprenant une planification en amont, des politiques et des ressources particulières pour promouvoir et faciliter les choix d'activité physique pour la santé. Ils ont fait état d'approches multidisciplinaires et d'une relation plus étroite entre l'activité physique et les systèmes de soins de santé (p. ex. formation supplémentaire des praticiens de la santé sur l'importance de l'exercice et des choix plus santé), compte tenu du fait que les loisirs, le sport et d'autres domaines d'activité physique ont une incidence favorable sur les parcours de soins de santé.
Santé mentale : Les participants aux webinaires et à l'atelier ont également souligné l'importance d'inclure la santé mentale dans la promotion de la santé et du bien-être en général.
- **Déterminants sociaux** : Les participants au sondage et aux webinaires ont suggéré que le cadre soit fondé sur une approche intégrée qui tient compte des déterminants socioéconomiques et de la santé qui sont pertinents sur le plan culturel et axés sur l'équité et qui permettent de réduire les obstacles structurels et autres.

B. Valeur commune

On a demandé aux participants au sondage, aux webinaires et à l'atelier comment le cadre pouvait être établi sur une valeur commune et optimiser de façon efficace les activités en matière de politique et d'investissement à l'échelle des divers secteurs, dont le sport, les loisirs, la santé et les secteurs non traditionnels et comment les responsables de gouvernements FPT pouvaient (à l'aide du cadre) miser sur les activités d'autres joueurs nationaux et/ou régionaux

et/ou communautaires ou compléter celles-ci. Les partenariats et la collaboration intersectoriels ont été désignés comme un thème clé dans le sondage, les webinaires et les ateliers.

Autres commentaires :

- Les participants au sondage ont fait état d'efforts systémiques/stratégiques/financiers, de possibilités de partenariats intersectoriels/collaboration multidisciplinaire et d'initiatives et de leadership au niveau communautaire comme contributions à valeur ajoutée au travail existant. Les partenariats intersectoriels/la collaboration multidisciplinaire, l'activité physique dans les écoles et la promotion de l'importance de l'activité physique ont été mentionnés le plus souvent. L'engagement/la collaboration/les partenariats et le ralliement intersectoriels, les fonds d'investissement/le parrainage et l'activité physique dans les écoles et les garderies ont également été mentionnés à plusieurs reprises.
- Afin de faciliter la collaboration intersectorielle, les participants aux webinaires ont souligné l'importance d'une vision commune, accueillante et inclusive, de partenariats solides et de mécanismes qui facilitent la communication et la coordination fédérale et provinciale. Ils estiment qu'il y a d'énormes possibilités de synergie intersectorielle dans l'optimisation de la convergence d'intérêts et d'investissements dans le potentiel piétonnier des communautés et noté que les entités et les mécanismes de collaboration multisectorielle existants, comme les groupes de travail interministériels, devraient être exploités par ceux qui travaillent dans des secteurs connexes (p. ex. éducation, transport, urbanisme et zonage).
- Les participants aux webinaires et à l'atelier ont souligné l'importance du leadership et des messages véhiculés au niveau national. Ils ont suggéré que les campagnes et les plates-formes nationales utilisent les médias sociaux, emploient des messages clairs et cohérents et lancent un appel à l'action bien défini.
- Les participants aux webinaires ont recommandé d'engager les intervenants et les organisations au niveau local, comme les œuvres de bienfaisance, les fondations, les organisations (p. ex. fondations des maladies du cœur et de l'AVC, du diabète, du cancer et du poumon), les ONG, la Fédération canadienne des municipalités, les groupes de défense des intérêts et d'engagement des jeunes et les approches de développement communautaire axées sur la valeur des actifs.
- Afin d'accroître l'engagement de participants non traditionnels (p. ex. populations vulnérables), les participants au sondage ont fait valoir l'importance d'avoir une stratégie équitable et pertinente d'activité physique pour tous les Canadiens. L'importance d'harmoniser le cadre avec les cultures et les perspectives autochtones, ainsi que les recommandations de la Commission de vérité et de réconciliation, a également été notée.
- Les participants à l'atelier ont indiqué qu'il devrait y avoir des rapports plus étroits avec les fournisseurs, les employeurs et le secteur de l'éducation. Ils ont suggéré que le cadre incorpore une approche scolaire globale, avec des cours d'éducation physique obligatoires de la maternelle à la 12^e année donnés par des professionnels et des spécialistes, avec des mesures précises de l'incidence. Il existe d'autres possibilités

importantes de collaboration avec la santé et la médecine, le logement, le transport, l'aménagement communautaire/urbain et du territoire, l'infrastructure active, les municipalités, l'éducation, la protection de l'environnement, le développement social et économique, la justice, l'immigration, l'assurance, le développement et l'organisation communautaires, les arts et la culture, la prévention du crime et les programmes et politiques de santé et de mieux-être en milieu de travail. L'engagement avec les organisations/employeurs a été mentionné le plus souvent, avec une attention particulière accordée au secteur privé, y compris les organisations à but lucratif, les petites entreprises et l'industrie manufacturière.

- Les participants au sondage ont suggéré des moyens d'améliorer l'élaboration du cadre, dont :
 - Accent sur la forme, le contenu et le langage du cadre.
 - Activités de consultation et d'engagement continues (discussions stratégiques avec des intervenants/groupes particuliers, y compris les kinésiologues, les jeunes, les professeurs d'éducation physique, les écoles (y compris les universités) et les organisations non gouvernementales/dirigeants/professionnels travaillant dans les domaines de l'éducation physique et du sport) dans les deux langues officielles.
 - Plans d'action/programmes pour l'activité physique.
 - Élimination des cloisonnements.
Accent sur les politiques/stratégies.
 - Recherche et données probantes.
 - Établissement de liens avec les experts et les dirigeants au niveau local/communautaire.
 - La participation et l'engagement ont également été mentionnés à de nombreuses reprises.
- Les participants au sondage ont également suggéré des possibilités d'améliorer la mise en œuvre du cadre. Un accent a été mis à plusieurs reprises sur la mise en œuvre d'initiatives stratégiques qui encouragent ou récompensent les Canadiens qui sont physiquement actifs (p. ex. au moyen de crédits d'impôt, d'aliments santé subventionnés et de possibilités subventionnées de sport et de loisirs). Les autres suggestions ont compris :
 - Élaboration d'un plan de durabilité.
 - Engagement, collaboration et partenariats intersectoriels.
 - Fonds d'investissement/parrainage
 - Communication continue
 - Promotion et transfert des connaissances
 - Intégration de politiques pour l'activité physique.
 - Communications continues/promotion de messages clés/transfert des connaissances avec un accent clair sur l'importance d'utiliser des campagnes de marketing et publicitaires adéquates du cadre auprès de la population.

C. Approches fondées sur des données probantes

On a demandé aux participants du gouvernement, d'ONG, du secteur privé et de la communauté des professionnels au sondage de coter huit approches fondées sur des données probantes (voir le tableau 3) allant de « ayant la plus faible incidence » (1) à « ayant la plus grande incidence » (5). Dans l'ensemble, les huit approches ont été cotées de « ayant une forte incidence » (4) à « ayant la plus grande incidence » (5).

Tableau 3

Classement des approches fondées sur des données probantes par les participants au sondage

Approches axées sur des données probantes	Cote moyenne du sondage 1 = moins important 5 = plus important
Mise en application de programmes scolaires globaux	4,58 (écart-type 0,74)
Soutien à l'aménagement de collectivités vivables	4,32 (écart-type 0,88)
Intégration de l'activité dans le système de soins de santé	4,26 (écart-type 0,94)
Collaboration entre tous les secteurs	4,20 (écart-type 0,92)
Adaptations et mesures d'incitation en milieu de travail	4,19 (écart-type 0,91)
Soutien au transport multimodal	4,18 (écart-type 0,92)
Offre de programmes de sport pour tous	4,04 (écart-type 1,01)
Changement des normes sociales	3,95 (écart-type 1,00)

Autres commentaires :

- Des participants au sondage ont indiqué qu'une attention particulière devrait être portée aux régions rurales, éloignées et du Nord du Canada qui ont besoin d'améliorations en matière d'aménagement communautaire et de mise à niveau des infrastructures.
- Des participants au sondage ont indiqué que dans les écoles, les classes d'éducation physique devraient être axées sur la bonne forme physique plutôt que sur les sports et que les enseignants devraient être utilisés comme une ressource clé pour encourager l'activité physique et réduire le comportement sédentaire au cours de la journée scolaire.
- De plus, certains ont fait valoir que les professionnels de la santé devraient prescrire/encourager l'exercice comme médecine et qu'une meilleure approche devrait être adoptée pour prescrire et mettre en application l'exercice.
- Des participants au sondage ont souligné le besoin de changer le nom des « programmes de sport pour tous » par « l'activité physique (ou la participation) pour tous », étant donné que « sport » est réputé être un terme exclusif.

- Les principaux domaines fondés sur des données probantes mentionnés par les participants à l'atelier comprenaient les huit approches, en plus de deux autres : la littératie physique et les programmes d'enseignement de plein air.
- Les autres approches notables fondées sur des données probantes qui ont été mentionnées au cours de l'atelier comprenaient l'importance de la qualité des données dans la prise de décisions éclairées et fondées sur des données probantes en matière de politique (p. ex. la collecte de plus amples données sur l'activité physique par Statistique Canada dans le recensement et/ou la création d'une base de données ou d'un répertoire national contenant des exemples d'approches efficaces tant au pays qu'à l'étranger (afin de faciliter le transfert des connaissances et de s'assurer que des leçons sont tirées des autres efforts).
- Les participants à l'atelier ont convenu que le cadre devrait aider à faire du choix santé le choix par défaut ou le plus facile, avec des mesures d'incitation pour les habitudes santé et de dissuasion pour les mauvais comportements (comme les stratégies employées pour réduire le tabagisme et la consommation de boissons sucrées). Ils ont noté que le financement devrait être flexible plutôt que prescriptif afin de permettre aux décideurs d'adapter les approches au besoin et de mieux développer les domaines déjà abordés (p. ex. interventions du système de soins de santé, approches scolaires globales, adaptations du milieu de travail, l'importance des approches multisectorielles et encouragement du jeu en plein air et risqué). Ils ont convenu que les données probantes devaient être propres à un secteur et pratiques.

D. Innovation et approches émergentes

On a demandé aux participants d'examiner une liste d'approches et d'instruments d'optimisation stratégiques innovateurs et/ou émergents et d'indiquer lesquels auraient le plus d'incidence et devraient être pris en considération pour le cadre. On a également demandé aux participants de donner des exemples d'autres approches prometteuses.

Bien que toute une gamme d'approches aient été discutées au cours de chaque activité, quelques approches ont été désignées comme importantes ou pouvant avoir une grande incidence dans toutes les activités (p. ex. partenariats et approches multisectoriels, exploitation de la technologie (plus particulièrement l'exploration de données et les données ouvertes) et principe du coup de pouce).

Autres commentaires :

- Bien que les répondants au sondage dans l'ensemble aient coté toutes les approches ou tous les mécanismes d'optimisation nouveaux et émergents énumérés comme « ayant une grande incidence », les ONG ont coté les trois approches stratégiques à un niveau inférieur aux autres perspectives. Ils ont estimé que ces approches/mécanismes d'optimisation avaient une incidence (3), mais non une grande incidence (4) ni la plus grande incidence (5). Une autre différence intéressante a été que le secteur privé a trouvé que le fait d'encourager un changement de comportement et d'influencer la prise de décisions aux niveaux individuel, familial et communautaire avait une incidence, mais non une grande incidence ni la plus grande incidence.

- **Approches de collaboration et partenariats** : Les participants au sondage ont souligné que les approches devraient être fondées sur des données probantes et la collaboration (y compris avec les gouvernements FPT/administrations locales, les ONG et l'industrie) ainsi que les connaissances et les ressources communautaires. Les participants au sondage ont énuméré les *mesures d'incitation à l'activité physique* et les *partenariats intersectoriels* comme des sous-thèmes récurrents, en plus d'exemples d'approches stratégiques ou de mécanismes d'optimisation émergents que les gouvernements devraient envisager à l'élaboration du cadre (toutefois, la taille de l'échantillon de réponses était trop petite pour permettre de déterminer les principaux sous-thèmes en fait de fréquence). Les personnes interviewées ont également souligné l'importance d'un leadership gouvernemental ferme et engagé qui présente une vision bien définie et des objectifs atteignables.
- **Programmes existants** : Les participants aux webinaires ont suggéré que le cadre exploite les approches et les ressources qui ont déjà été mises en œuvre tant au niveau local qu'international (p. ex. *One Card* de Vancouver, *FairFare* de Calgary, le programme *Mind, Exercise, Nutrition, Do It!* de la C.-B., les programmes de l'Alberta et de la Saskatchewan qui encouragent les modes vie sains pour les enfants, le programme *Vitalité* de Manuevie, *Carotte boni* de l'ASPC, le soutien de compagnies aériennes et d'autres entreprises aux athlètes et aux enfants des régions du Nord, les initiatives d'aménagement urbain et de transport actif de New York, le mouvement *This Girl Can* de Sport England, etc.) Ils ont suggéré que les programmes de micro-subvention et autres modèles de conditionnement physique (p. ex. conditionnement physique militaire et entraînement quotidien de la police) puissent également contribuer au cadre.
- **Exploitation de la technologie et exploration de données/données ouvertes** : Plusieurs participants aux webinaires ont convenu que l'exploitation de la technologie (plus particulièrement les téléphones intelligents), l'exploration de données et les données ouvertes étaient des approches prometteuses et que les accéléromètres et la géocartographie étaient des approches pertinentes pour l'exploration de données et la ludification. Ils ont indiqué que la technologie pouvait aider à segmenter et à cibler les utilisateurs et à encourager des groupes à prendre part à des défis amusants avec des objectifs atteignables. Les données ouvertes permettent également à ceux qui en ont besoin d'avoir accès à de précieux renseignements afin de prendre de meilleures décisions et sont essentielles à la reddition de comptes, à l'évaluation, au suivi des progrès et à la production de rapports, tout en permettant de mieux informer les communautés et de promouvoir le changement.
- **Relations communautaires** : Une grande partie des discussions au cours des ateliers ont porté sur la capacité de la technologie d'entrer en contact avec de vastes auditoires et sa capacité de créer des communautés sociales organiques. Les avantages possibles comprennent des approches ascendantes au partage de données, la capacité de prendre contact en temps réel avec d'autres qui travaillent aussi à augmenter leurs niveaux d'activité physique et une meilleure capacité de trouver et de contacter des groupes cibles. Les participants aux webinaires ont également mentionné les invites placées à des endroits stratégiques, les coups de pouce et la ludification

(p. ex. Pokémon Go) comme stratégies prometteuses pour changer les comportements, surtout lorsqu'elles reposent sur la culture, un sens d'appartenance et l'aménagement communautaire.

- **Restrictions** : Les participants aux webinaires ont fait état de restrictions, soulignant que la technologie pourrait ne pas être aussi inclusive pour les personnes âgées, ceux ayant un accès limité (p. ex. collectivités éloignées) ou ceux vivant dans la pauvreté – groupes qui présentent un risque plus élevé d'être en plus mauvaise santé). Ils ont également suggéré que des précautions soient prises afin qu'il n'y ait pas de conséquences inattendues (p. ex. dépendance au jeu).
- **Coup de pouce par les récompenses et les prix** : Les participants aux webinaires ont noté qu'il y avait toute une gamme d'options de coup de pouce, de jeu et de prix (p. ex. l'application Carotte boni). Bien que certains aient suggéré d'utiliser des fonds et des récompenses pour accroître l'activité physique et améliorer la santé, d'autres ont fait valoir que les fonds pourraient mieux servir ailleurs pour encourager la participation et suggéré que d'autres formes d'incitation et de récompenses seraient plus efficaces que des prix. Les participants aux webinaires ont également noté que si les coups de pouce, la ludification, les prix et d'autres stratégies étaient inclus, ils devraient être mis en œuvre en conformité avec un plan de marketing national complet de changement du comportement.
- **Mieux-être en milieu de travail** : Les participants aux webinaires ont également fait mention des initiatives et des politiques de mieux-être en milieu de travail et de l'importance d'établir des partenariats avec le secteur de la main-d'œuvre afin de réduire le comportement sédentaire et d'incorporer davantage l'activité physique dans la journée de travail. Les personnes interviewées ont souligné l'importance de la conception des locaux de travail et de la culture du milieu de travail pour réduire les comportements sédentaires et accroître l'activité physique (p. ex. emplacement des escaliers, heures de travail flexibles, temps alloué pour les sports d'équipe, espaces favorisant la marche et nombre d'imprimantes).
- **Environnement bâti/aménagement communautaire** : Les personnes interviewées ont noté que la conception des bâtiments et l'aménagement communautaire sont particulièrement importants dans les communautés rurales, éloignées et autochtones et qu'une approche multisectorielle de collaboration sera nécessaire afin d'améliorer les chances de participer à des activités récréatives, le potentiel piétonnier et les réseaux de transport public. L'environnement bâti comprend les infrastructures (p. ex. trottoirs, fontaines à boire, pistes cyclables, centres de loisir, aires de jeu, gymnases, bâtiments près d'installations récréatives et arrêts d'autobus), le transport (p. ex. actif et en commun), et la nature (p. ex. parcs et sentiers).
- **Transport actif** : Pour améliorer le potentiel piétonnier et l'utilisation du transport en commun, les personnes interviewées ont suggéré d'examiner comment les communautés encouragent le transport actif, à pied et multimodal (p. ex. marcher quelques coins de rue pour aller prendre l'autobus), qui améliore la sécurité de la communauté, la connectivité entre voisins et la durabilité environnementale. Ils ont suggéré que le cadre comprenne des stratégies pour maximiser le nombre d'utilisateurs du transport en commun dans les communautés rurales et éloignées, comme en

fournissant aux personnes âgées un accès facile et abordable à des trajets plus fréquents de transport en commun.

- **Écoles** : Les personnes interviewées ont cité les écoles comme des endroits parfaits pour améliorer l'usage multiple des installations et des espaces existants. Elles ont suggéré de trouver des moyens d'encourager la marche pour se rendre à l'école et en revenir, de même qu'à l'école (p. ex. plans de transport sécuritaire, pédibus scolaires et meilleure utilisation des corridors entre les bâtiments). Ces programmes comportent des mesures et suscitent des préoccupations importantes en matière de sécurité (p. ex. réduire les limites de vitesse, améliorer la signalisation et construire et entretenir les trottoirs), l'infrastructure (p. ex. davantage de supports à vélos dans les écoles) et assurent la sensibilisation au transport actif et sa promotion auprès des parents. Les composantes intégrantes du milieu scolaire comprennent la littératie physique, une meilleure répartition du temps assis et l'offre de cours liés à l'éducation physique. Les enseignants et les éducateurs doivent également recevoir une formation (tant théorique que pratique).

E. Suivi et production de rapports

On a demandé aux répondants du gouvernement, d'ONG, du secteur privé et de la communauté professionnelle au sondage s'ils avaient des indicateurs clés du rendement dans leur travail liés à l'activité physique ou au comportement sédentaire et parmi les 12 domaines de priorité (voir le tableau 4), lesquels devraient être utilisés pour surveiller et évaluer l'incidence sur les initiatives pour accroître l'activité physique et réduire le comportement sédentaire. On a demandé aux participants au sondage et à l'atelier d'indiquer quels indicateurs à court, moyen et long terme devraient être pris en considération dans l'évaluation du cadre; on a demandé aux répondants clés d'entrevues ce qu'ils pensaient de l'évaluation et de la surveillance.

Dans l'ensemble, les participants favorisaient une approche globale et progressive d'évaluation dans laquelle les indicateurs du rendement dans d'autres secteurs sont surveillés, en plus des mesures en matière d'activité physique et de comportement sédentaire au niveau de la population.

Indicateurs clés du rendement :

- Trente-six pour cent des participants ont indiqué avoir des indicateurs ou des mesures du rendement en place, alors que 48 p. 100 n'en avaient pas; 16 p. 100 ne savaient pas ou n'en étaient pas certains.
- Les indicateurs du rendement clés ayant été mentionnés le plus souvent dans le sondage comprenaient les données sur l'activité physique au niveau de la population, le taux de participation active aux programmes d'activité physique et l'évaluation des programmes d'activité physique/indicateurs du rendement des programmes.
- Les suggestions d'évaluations particulières comprenaient l'évaluation de l'instructeur/du pourvoyeur de soins pour la participation à l'activité physique dans le cadre d'un

programme – ce qui coïncidait avec la mesure des taux de participation à des activités physiques quotidiennes dans les écoles et les établissements postsecondaires, les taux de participation, les taux d'abandon/de persévérance et les résultats en matière de rendement.

- Les participants au sondage ont également fait mention d'outils existants, comme l'Enquête canadienne sur les mesures de santé et l'Aboriginal Children's Health and Well-being Measure.

Indicateurs à court, à moyen et à plus long terme :

- La participation accrue aux programmes d'activité physique/répondre aux recommandations et les données de référence au niveau de la population pour l'activité physique ont été le plus souvent mentionnés par les participants au sondage. Les autres indicateurs du **rendement à court terme** relevés par les participants au **sondage** comprennent :
 - Détermination des indicateurs clés des programmes
 - Création de politiques directrices claires et fonctionnelles pour l'activité physique
 - Nombre de professionnels de la santé qui reçoivent une formation sur la mise en application de l'activité physique
 - Participation aux programmes d'activité physique
 - Nombre de Canadiens répondant aux recommandations d'activité physique/changements dans les niveaux quotidiens d'activité physique au niveau de la population (p. ex. registres auto-déclarés)
 - Taux d'espaces verts dans les communautés
 - Participation aux activités physiques dans les écoles
 - Changements dans l'environnement bâti
 - Nombre accru d'initiatives d'activité physique et accessibilité accrue à celles-ci
 - Collaboration accrue avec les organisations travaillant dans les domaines de l'activité physique et du sport (au sein de divers groupes de la population ou au niveau communautaire), incluant les organisations participant au suivi et à l'évaluation des progrès réalisés en matière d'activité physique dans les communautés francophones.
- Les **indicateurs du rendement à court terme** relevés par les participants à l'atelier comprennent :
 - Établissement d'une mission, d'une vision et des objectifs du cadre
 - Harmonisation avec d'autres documents essentiels (p. ex. Actif 20/20)
 - Détermination des indicateurs pour le jeu à tous les âges
 - Littératie physique, caractère inclusif et milieu scolaire/de travail
 - Détermination de la façon dont d'autres cadres connexes sont mesurés et incorporation de certains paramètres d'évaluation dès le début qui peuvent être développés au fil du temps
 - Changements dans les connaissances, les croyances et les attitudes entourant l'activité physique

- Établissement de références au niveau communautaire pour les paramètres de prévision de l'activité physique
 - Engagement des nouveaux Canadiens et des communautés autochtones
 - Création de rues de jeu ouvert
 - Mise en application de règlements municipaux pertinents
 - Utilisation de sources de données qui comprennent les groupes marginalisés
 - Incorporation de la flexibilité afin de permettre les corrections de parcours
- **Les indicateurs du rendement à moyen terme** relevés par les participants au **sondage** comprennent :
 - Indicateurs de maladies chroniques
 - Changements dans le niveau d'activité physique et les comportements santé connexes
 - Participation du public à des activités physiques
 - Proportion des écoles qui offrent des classes quotidiennes de conditionnement physique et, de manière plus vaste, amélioration dans le développement des capacités, des ressources et de l'infrastructure
 - Utilisation accrue de l'infrastructure communautaire (extérieure et intérieure)
- **Les indicateurs du rendement à moyen terme** relevés par les participants à l'atelier comprennent :
 - Niveaux accrus d'activité physique et de comportements sains
 - Incorporation d'une lentille de santé par les administrations municipales et les gouvernements provinciaux, territoriaux et fédéral
 - Suivi des paramètres communs se rapportant à l'activité physique (p. ex. spécialistes de l'éducation physique (EP) enseignant l'EP, nombre de milieux de travail avec des douches, d'éducateurs de la petite enfance avec une formation sur l'activité physique, de supports à vélos, de voies cyclables, de trottoirs et de rues achevées)
 - Élaboration d'une fiche de rendement pour faire le suivi des progrès
 - Détermination des mauvais rendements et corrections au moyen des mécanismes de financement
 - Analyse continue des sondages nationaux afin de procéder à des vérifications de l'uniformité et de cerner les chevauchements
- **Les indicateurs du rendement à long terme** suggérés par les participants au **sondage** comprennent :
 - Accès équitable pour tous les Canadiens aux infrastructures publiques, aux programmes d'activité physique, à de meilleurs résultats sur la santé/un fardeau de maladie réduit et à des coûts de soins de santé réduits
 - Activité physique quotidienne obligatoire pour tous les élèves
 - Niveau d'activité physique accru chez tous les Canadiens
 - Réduction de l'absentéisme en milieu de travail
 - Réduction des comportements/modes de vie sédentaires

- Les **indicateurs du rendement à long terme** suggérés par les participants à l'atelier comprennent :
 - Amélioration dans des objectifs particuliers de santé de la population, comme une augmentation des niveaux d'activité physique et une réduction de la population en surpoids
 - Améliorations dans la santé mentale
 - Augmentation dans les aliments santé
 - Réduction des coûts de soins de santé
 - Augmentations de la productivité au travail et réductions dans l'absentéisme et le présentéisme
 - Virage fondamental dans les normes culturelles afin d'inclure des niveaux d'activité physique améliorés

Indicateurs de politique :

- Dans l'ensemble, les participants au sondage ont répondu que les 12 domaines de politique étaient importants pour évaluer, surtout, les loisirs, l'éducation et les soins de santé.

Tableau 4
Évaluation des domaines de politique

Domaines de politique	% des répondants (sondage seulement)
Loisirs	13
Éducation	13
Soins de santé	11
Sport	10
Environnement bâti/conception/architecture	9
Environnement naturel/parcs	9
Transport	8
Infrastructure	8
Garde d'enfants	7
Environnement	5
Services sociaux	5
Autre	1

Les répondants clés interviewés représentant les perspectives des communautés rurales, éloignées, du Nord et/ou autochtones ont suggéré que la surveillance, l'évaluation et les suivis :

- soient **pragmatiques et adaptatifs** sans analyses rigides et inutilement excessives,

- trouvent un juste **équilibre entre l'efficacité théorique et l'efficacité réelle** (p. ex. les programmes qui fonctionnent dans une communauté ne fonctionneront peut-être pas aussi bien dans une autres communauté);
- **stratifient les sous-ensembles de communautés et de populations** (p. ex. par statut socioéconomique) afin de vraiment comprendre l'incidence d'un programme;
- **reposent sur une approche globale** de l'évaluation;
- **donnent suffisamment de temps et d'espace** pour qu'une évaluation appropriée soit réalisée.

F. Autres priorités et facteurs à considérer pour le cadre pancanadien

Au cours du processus de consultation et d'engagement, d'autres idées distinctes des cinq domaines thématiques et/ou plus générales concernant le cadre ont été mentionnées. Par exemple, on a demandé aux participants du sondage et de l'atelier de faire part de leurs réflexions sur un possible énoncé de vision pour le cadre. Les participants ont mentionné plusieurs idées qui devraient être incluses :

- Programmes équitables, abordables et accessibles
- Environnement de soutien (y compris infrastructure)
- Accent mis sur la perspective du parcours de vie
- Établissement de communautés plus fortes et en santé
- Habilitation
- Activité quotidienne
- Littératie physique
- Promotion de l'importance de l'activité physique
- Encouragement de tous les Canadiens à prendre part à des activités physiques
- Mise en valeur des nombreux bienfaits de l'activité physique
- Changement des normes culturelles afin que tous les Canadiens soient ouverts à l'idée de faire de l'activité physique chaque jour

Autres commentaires notables et facteurs à considérer pour le cadre pancanadien :

- Aucun facteur unique ne suffira pour accroître le niveau d'activité physique et réduire les comportements sédentaires, ce qui laisse entendre que tous les domaines de convergence relevés devront être pris en considération par les décideurs dans la promotion d'une population active.
- La création d'un document actif et vivant qui est bien utilisé exigera une planification détaillée des différentes phases critiques (p. ex. élaboration, évaluations de base, lancement, diffusion, mise en œuvre dans les communautés canadiennes et évaluations des processus et résultats).
- Les participants au sondage, aux webinaires et à l'atelier, de même que les répondants clés interviewés, ont suggéré que les résultats de mesures communes, d'évaluations, de rapports et de responsabilisation soient incorporés dans le cadre.

- Les participants ont insisté sur le besoin d'utiliser des communications claires (en langage simple et uniforme) et d'offrir une formation sur l'importance de l'activité physique.
- Les participants ont également insisté sur le besoin d'utiliser des politiques qui bénéficient d'un financement et de ressources soutenues pour le cadre afin d'en assurer la mise en œuvre efficace.
- Des perspectives uniques quant à la meilleure façon d'intégrer une approche multisectorielle ont été relevées au cours des entrevues de répondants clés, surtout au sein des communautés rurales, éloignées, du Nord et/ou autochtones. Le besoin d'une collaboration multisectorielle a été désigné à maintes reprises tout au long des discussions avec les divers répondants clés.
- Un fort accent a été mis sur l'engagement de tous les secteurs pertinents et la reformulation de l'approche afin que les mandats d'autres secteurs soient aussi remplis – plutôt que de ne se concentrer que sur l'amélioration de l'activité physique et de meilleurs résultats sur la santé. Par exemple, on pourrait aborder le secteur de l'éducation/scolaire en disant « nous aimerions travailler avec vous et nous avons des idées à savoir comment l'activité physique est importante et une composante nécessaire à l'élaboration d'un meilleur environnement scolaire qui crée de meilleurs résultats en matière d'apprentissage. Comment nous vous aidons? », plutôt que de laisser le gouvernement présenter son propre mandat pour améliorer l'activité physique.
- Les gouvernements pourraient également aborder d'autres intervenants clés de manière similaire, y compris les planificateurs municipaux, en leur demandant comment ils peuvent travailler avec eux (p. ex. pour atteindre leurs objectifs environnementaux de réduire les gaz à effet de serre). De toute évidence, en travaillant avec ces autres secteurs et en les aidant à remplir leurs mandats et en ouvrant la porte à une compréhension mutuelle, il est également possible de faire avancer le programme pour la santé et l'activité physique.
- Pour la perspective particulière d'optimiser les partenariats stratégiques avec le secteur de la santé publique, les répondants clés interviewés ont suggéré d'inclure le Conseil du Réseau de santé publique et les intervenants des politiques des sports et des loisirs dans l'élaboration du cadre. Ils ont aussi suggéré que les ministres du Sport et du SAPL fédéraux et provinciaux/territoriaux signent le cadre afin d'assurer la collaboration au sein de la structure FPT et que ces ordres de gouvernement aient tous un intérêt direct dans ce très important effort et un sentiment d'appartenance à celui-ci.

Quatre thèmes récurrents

Dans l'ensemble, quatre thèmes récurrents ont ressorti au cours des webinaires, du sondage public en ligne, de l'atelier et des entrevues de répondants clés : le besoin qu'il y ait une collaboration multisectorielle dans l'élaboration et la mise en œuvre du cadre, le besoin de mettre l'accent sur l'approche du parcours de vie, le besoin que tous les Canadiens soient

inclus dans le cadre et le besoin de mettre l'accent sur le renouvellement des infrastructures et l'aménagement communautaire.

1. Le besoin qu'il y ait une collaboration multisectorielle dans l'élaboration et la mise en œuvre du cadre

Il est important d'établir des priorités et des objectifs clairs et communs s'appliquant à tous les secteurs, non seulement en utilisant une lentille d'activité physique, mais aussi en tenant compte des mandats d'autres secteurs. Les secteurs clés comprennent l'aménagement/architecture communautaire, l'infrastructure, le transport, la santé (physique et mentale), l'éducation et l'environnement extérieur.

2. Le besoin de mettre l'accent sur l'approche du parcours de vie

Dans l'ensemble, les participants ont également mis l'accent sur l'offre de possibilités continues pour une participation tout au long de la vie à des activités de sport et de loisir. Cela comprend les enfants, les adolescents, les adultes et les personnes plus âgées. Ils ont insisté sur le jeu à tous les âges, mais surtout sur le développement de l'enfant. Pour ce faire, un important accent a été mis sur le secteur de l'éducation afin de soutenir la littératie physique à l'école. L'activité physique doit également être incorporée dans notre vie de tous les jours, ainsi que tout au long de la vie. L'évaluation et la surveillance doivent également être incorporées afin de déterminer les progrès réalisés.

3. Le besoin que tous les Canadiens soient inclus dans le cadre

Les possibilités, programmes et stratégies en matière d'activité physique devraient être équitables, inclusifs, abordables, accessibles et pertinents sur le plan culturel pour tous les Canadiens peu importe leur capacité, leur âge, leur revenu, leur niveau d'instruction, leur ethnicité, leur langue ou l'endroit où ils vivent (p. ex. incorporer les perspectives et modes de vie des Autochtones), c'est-à-dire qu'il faudrait inclure les populations du Nord, rurales et éloignées, de même que les populations qui sont considérées présenter un plus haut risque d'inactivité physique (comme les familles ou les personnes ayant un statut socioéconomique moins élevé), en plus des populations urbaines.

4. Le besoin de mettre l'accent sur l'aménagement communautaire et le renouvellement des infrastructures

Un accent devrait être mis sur l'environnement bâti, le transport et les autres stratégies d'aménagement communautaire et de renouvellement des infrastructures. Il est important de reconnaître que l'activité physique ne se limite pas au sport et aux loisirs, mais comprend l'intégration de l'activité physique dans nos vies quotidiennes. Le développement de villes vivables doit être soutenu par la conception de quartiers qui favorisent les activités en plein air. Cela comprend aussi l'utilisation efficace et durable des installations et des espaces verts.

Prochaines étapes

Les conclusions tirées de ce processus de consultation et d'engagement seront communiquées aux participants à la consultation et aux représentants gouvernementaux et utilisées pour élaborer la vision, l'orientation, les objectifs, les priorités et la portée du cadre, de même qu'un plan pour la surveillance et la production de rapports. La rédaction et l'élaboration du cadre pancanadien sur l'activité physique ont débuté en janvier 2017 et s'achèveront en juin 2017 en vue de la présentation du cadre aux ministres FPT du SAPL en juillet 2017.

Remerciements

Le présent rapport a été élaboré et rédigé par Jessica Brichta, associée de recherche, Économie de la santé, Abhi Bhandari, associée de recherche, Économie de la santé, Thy Dinh, directrice, Économie de la santé et Politique et Isabelle Gagnon-Arpin, recherchiste en chef, Économie de la santé du Conference Board du Canada.

Les auteurs aimeraient remercier les personnes qui ont participé au sondage, aux webinaires, à l'atelier et aux entrevues de répondants clés, de même que les membres du Comité FPT sur l'activité physique et les loisirs pour leurs précieuses contributions à cette recherche.

Avis de non-responsabilité

La recherche pour le présent rapport a été réalisée par le Conference Board du Canada avec l'appui du Comité FPT sur l'activité physique et les loisirs. Conformément aux lignes directrices du Conference Board pour les recherches financées, la conception et la méthode de recherche, de même que le contenu du présent rapport, ont été déterminés par le Conference Board. Les résultats et conclusions de ce rapport ne reflètent pas nécessairement les opinions des bailleurs de fonds, des conseillers et des examinateurs.

ÉLABORATION D'UN CADRE PANCANADIEN SUR
L'ACTIVITÉ PHYSIQUE

Rapport complémentaire sur la consultation et l'engagement – Perspectives des communautés du Nord, rurales, éloignées et/ou autochtones

Présenté à :

Comité fédéral, provincial et territorial sur l'activité physique et les loisirs

Le Conference Board du Canada – mars 2017

Table des matières

Contexte et objectifs.....	2
Un cadre pancanadien sur l'activité physique.....	2
Méthodologie	2
Sondage.....	3
Webinaire	3
Entrevues de répondants clés	3
Qui a participé?.....	4
Ce que nous avons entendu dans l'ensemble	5
A. Défis	5
B. Possibilités et solutions proposées	9
C. Autres priorités et facteurs à considérer pour le cadre pancanadien	14
Résumé	15
Prochaines étapes	16
Annexe 1.....	18

Contexte et objectifs

Un cadre pancanadien sur l'activité physique

Les ministres fédéral, provinciaux et territoriaux (FPT) responsables du sport, de l'activité physique et des loisirs (SAPL) au Canada¹ ont demandé qu'un cadre pancanadien sur l'activité physique² soit élaboré afin de guider les efforts des gouvernements en matière d'activité physique et de comportement sédentaire. Ce cadre sur l'activité physique devra être achevé aux fins de discussion à la réunion ministérielle de juillet 2017. Il bâtira sur d'autres politiques, stratégies et cadres nationaux et FPT comme la *Politique canadienne du sport 2012*; le *Cadre stratégique 2015 pour le loisir au Canada : Sur la voie du bien-être, Freiner l'obésité juvénile : Cadre d'action FPT pour la promotion du poids santé* et la stratégie non gouvernementale *Canada actif 20/20 : Une stratégie et un plan de changement pour accroître l'activité physique au Canada*.

Objectifs de consultation et d'engagement

Le présent document est un addenda au « Rapport sommaire sur la consultation et l'engagement », qui fournit un résumé des activités de consultation et d'engagement réalisées par les responsables FPT du SAPL entre janvier 2017 et mars 2017. Ces activités ont été conçues pour susciter davantage de commentaires sur les questions auxquelles sont confrontées les communautés du Nord, rurales, éloignées et/ou autochtones que ce qui avait été recueilli au cours des activités initiales de consultation entre octobre 2016 et décembre 2016.

Tous les commentaires recueillis au cours des consultations seront pris en considération dans l'élaboration de la vision, des objectifs, des priorités et de la portée du cadre pancanadien sur l'activité physique, ainsi que d'un plan pour la surveillance et la production de rapports.

Méthodologie

De janvier 2017 à mars 2017, le processus de consultation et d'engagement a compris un sondage public en ligne, un webinaire et une série d'entrevues de répondants clés. Les questions posées visaient à recueillir de plus amples commentaires selon la perspective des communautés du Nord, rurales, éloignées et/ou autochtones sur les défis, les occasions et de possibles solutions en vue d'accroître les niveaux d'activité physique pour les personnes, leurs

¹ Le Québec partage les objectifs généraux visant à accroître l'activité physique, mais ne souscrit pas à un cadre canadien dans un domaine qui relève de sa compétence. Le Québec demeure le seul responsable de l'élaboration, de la mise en œuvre et de la communication de programmes visant à promouvoir l'activité physique sur son territoire. Toutefois, la province a l'intention de continuer à échanger des renseignements et des pratiques exemplaires avec d'autres gouvernements canadiens.

² « Cadre » est utilisé seulement à titre provisoire.

familles, leurs communautés et/ou les communautés avec lesquelles elles travaillent. Les détails sur la méthodologie utilisée pour réaliser chacune des activités de consultation et d'engagement peuvent être fournis sur demande.

Sondage

Les gouvernements FPT souhaitaient consulter des particuliers, des parents, des professionnels, des entreprises, les gouvernements, des organismes communautaires ainsi que d'autres entités dans le cadre de l'élaboration du cadre sur l'activité physique. Le sondage public en ligne a été lancé le 22 février 2017 et s'est terminé le 13 mars 2017. Il était ouvert au public (tout résident canadien de 18 ans ou plus). Le Conference Board du Canada a fait valoir la disponibilité du sondage au moyen de son site Web, ainsi qu'auprès des participants au webinaire et des répondants clés au cours de cette phase. Les représentants des gouvernements FPT ont également encouragé la participation aux activités de consultation auprès de leurs collègues du gouvernement et d'intervenants non gouvernementaux par l'intermédiaire de leurs réseaux.

Les réponses au sondage ont été analysées au moyen de méthodes d'analyse quantitative et qualitative appropriées. Sur le plan qualitatif, une analyse thématique narrative indépendante des commentaires des répondants au sondage a été réalisée afin d'obtenir un aperçu approfondi de ceux-ci.

Webinaire

Le webinaire a été réalisé le 22 février 2017 afin d'engager les intervenants de multiples secteurs dans une discussion sur les enjeux clés et les possibilités d'importance pour les communautés du Nord, rurales, éloignées et/ou autochtones. Des personnes et/ou des organisations sélectionnées ont été contactées directement en fonction de leur secteur d'activité, de la diversité géographique et/ou de leurs connaissances et de leur expertise. Au cours du webinaire, on a demandé aux participants soit d'utiliser l'option de clavardage, soit de s'exprimer par téléphone. Un enregistrement audio et un registre de clavardage anonymisés ont été réalisés et archivés à des fins d'analyse.

Entrevues de répondants clés

Cinq entrevues de répondants clés ont été réalisées afin d'obtenir de plus amples commentaires de la part des communautés du Nord, rurales, éloignées et/ou autochtones, ainsi que de municipalités sélectionnées. Des personnes et/ou des organisations ont été invitées à y participer en fonction de leur secteur d'activité, de la diversité géographique et/ou de leurs connaissances et de leur expertise. Le Conference Board du Canada a misé sur les discussions antérieures réalisées à la phase I du processus de consultation pour formuler des questions précises à débattre avec les répondants clés. L'entrevue consistait en cinq brèves questions ouvertes auxquelles il fallait environ une heure pour y répondre. Il a été enregistré puis transcrit à des fins d'analyse.

Qui a participé?

Les gouvernements FPT souhaitaient s'assurer qu'un large éventail d'intervenants clés soient représentés dans le processus de consultation et d'engagement et que les perspectives de toutes les régions géographiques soient incluses – ce qui a été réalisé. Provenant de toutes les provinces et de tous les territoires du Canada, au total, 210 personnes ont répondu au sondage, 36 personnes ont participé au webinaire et cinq personnes/organisations ont fait connaître leur point de vue dans le cadre des entrevues de répondants clés.

Parmi les répondants, les trois cinquièmes (59 p. 100) vivaient dans une communauté du Nord, rurale et/ou éloignée. Lorsqu'on leur a demandé de sélectionner toutes les réponses qui s'appliquent dans la question de suivi, 60 p. 100 ont indiqué vivre dans une communauté du Nord, 24 p. 100 dans une communauté rurale et 38 p. 100 dans une communauté éloignée. De plus, près d'un quart (24 p. 100) de tous les répondants ont dit être une personne autochtone (c.-à-d. des Premières Nations, métisse ou inuk (inuite)).

Pour les participants vivant dans une communauté du Nord, rurale et/ou éloignée et/ou ayant indiqué être des personnes autochtones, des questions sociodémographiques supplémentaires leur ont été posées sur le genre, les enfants du ménage et l'âge. Les deux tiers (69 p. 100) de ces participants ont indiqué être des femmes et les trois cinquièmes (64 p. 100) ont dit ne pas avoir d'enfants dans leur ménage. La majorité des répondants étaient âgés entre 25 et 69 ans. En fait de représentation sur l'ensemble du Canada, une grande partie des participants au sondage vivaient en Ontario (21 p. 100), en Colombie-Britannique (15 p. 100), dans les Territoires du Nord-Ouest (14 p. 100), en Saskatchewan (12 p. 100) et en Alberta (10 p. 100); toutefois, il y a quand même eu une représentation des territoires, avec le Territoire du Yukon composant 5 p. 100 de la totalité des réponses et le Nunavut à 3 p. 100.

Près des trois quarts (74 p. 100) des répondants au sondage travaillaient avec des communautés du Nord, rurales et/ou éloignées, et de ces participants, 25 p. 100 travaillaient avec au moins une communauté du Nord, 44 p. 100 avec une communauté rurale et 32 p. 100 avec une communauté éloignée. Qui plus est, les deux tiers (69 p. 100) des répondants au sondage travaillaient avec une communauté autochtone, et les quatre cinquièmes (79 p. 100) des répondants travaillaient dans un domaine lié à l'activité physique. Tous les secteurs étaient représentés dans le sondage, avec les sports et loisirs (21 p. 100), l'activité physique (17 p. 100), le sport (14 p. 100), la santé publique et la promotion de la santé (11 p. 100), l'éducation (10 p. 100) et les services de soins de santé (8 p. 100) ayant la plus grande représentation. Les répondants au sondage jouaient également divers rôles au sein de la communauté, allant d'un membre de la communauté (28 p. 100) à un responsable du sport et des loisirs (24 p. 100), un responsable de la santé (17 p. 100) et/ou un représentant de la communauté (7 p. 100). Des renseignements supplémentaires sur l'identification des intervenants au sondage sont fournis à l'annexe 1.

Ce que nous avons entendu dans l'ensemble

Des expériences et commentaires uniques de la perspective et du point de vue des communautés du Nord, rurales, éloignées et autochtones ont été recueillis afin qu'ils puissent être utilisés dans l'élaboration du cadre FPT sur l'activité physique. Les participants ont été invités à parler des possibilités qu'eux-mêmes, leurs familles, leurs communautés et/ou la communauté avec laquelle ils travaillent ont d'être physiquement actifs et des problèmes que cela pouvait leur poser. Un résumé des commentaires notables relevés dans l'analyse de l'ensemble des réponses tirées du sondage, du webinaire et des entrevues de répondants clés est fourni dans l'ordre suivant :

- A. Défis
- B. Possibilités et solutions proposées
- C. Autres commentaires

A. Défis

On a demandé aux participants d'indiquer les principaux défis auxquels ils ont fait face quant à leurs possibilités et à leur motivation d'être plus physiquement actifs. Les défis récurrents relevés par les participants au sondage, au webinaire et aux entrevues de répondants clés comprenaient le climat et l'environnement; les contraintes de temps; un manque d'accès abordable aux installations, à l'équipement et aux programmes en raison d'un manque de fonds; un manque de connaissances, d'instruction et de motivation; un manque de personnel et de leadership et un manque d'options de transport actif.

Climat et environnement

- Les répondants au sondage et les participants au webinaire ont souligné que le climat hivernal constituait un obstacle à leur capacité, ainsi qu'à celle de leur famille, de leur communauté et des communautés avec lesquelles ils travaillent d'être plus physiquement actifs. Plus particulièrement, ils ont noté que le climat extrêmement froid et les trottoirs glacés/non déneigés rendaient les activités extérieures et la participation à des activités gratuites comme la marche difficiles.
- Lorsque la température limite les possibilités de faire de l'activité physique à l'extérieur, l'accès à des installations récréatives convenables est très important. Les chiens errants, les ours et autres animaux sauvages posent également un risque pour la sécurité de nombreuses communautés.

Contraintes de temps

- Les répondants au sondage ont souligné qu'ils n'avaient tout simplement pas le temps et/ou l'occasion d'être plus physiquement actifs en raison de plusieurs facteurs comme les

familles dont les parents sont jeunes ou les familles monoparentales, les longues heures de travail, la fatigue après le travail et/ou le coût associé à la participation à des programmes d'activité physique. Bon nombre ont trouvé difficile de donner la priorité à l'activité physique et de l'incorporer dans leurs tâches quotidiennes ou de créer des occasions pour leur famille de faire ces activités ensemble (principalement en raison des horaires scolaires ou de travail remplis et de la nécessité de conduire les enfants à ces événements).

- De plus, les répondants au sondage ont noté qu'il n'y avait pas suffisamment d'« options abordables à des moments qui leur conviennent ». Par exemple, les communautés qui utilisent le gymnase de l'école pour les loisirs en soirée font souvent face à une disponibilité limitée pour que des personnes de tous âges puissent y participer (p. ex. les gymnases sont rarement ouverts après les heures normales de travail).

Manque d'accès abordable à des installations, du matériel et des programmes en raison d'un manque de financements

- Les répondants au sondage, les participants au webinaire et les répondants clés interviewés ont cité le coût comme un important obstacle à un mode de vie plus physiquement actif, étant donné que dans bon nombre de communautés, les installations intérieures, les autres infrastructures de loisirs, l'espace, les programmes et le matériel de qualité sont souvent soit manquants, soit inabordables.
- Mettant l'accent sur l'importance d'un accès équitable, les participants au webinaire ont ajouté que même lorsque les installations existent, elles ne sont pas toujours ouvertes ou disponibles pour les jeunes ou d'autres personnes (p. ex. gymnases d'écoles ou centres communautaires avec un accès restreint), elles offrent souvent un nombre limité de programmes (une plus grande variété serait nécessaire pour encourager la participation) et elles disposent de mesures de soutien limitées pour les activités qui ne sont pas axées sur les sports. Dans certaines communautés, les jeunes du Nord ont donc demandé plus d'activités de plein air « sur la terre ». Les répondants au sondage qui ont travaillé avec ces communautés ont ajouté qu'il y avait un manque de fonds publics ou que celui-ci était limité pour mettre en œuvre des programmes pertinents et enrichissants sur le plan culturel, les parcs et les loisirs nécessaires pour engager les jeunes.
- Les répondants clés ont aussi mentionné les problèmes d'accessibilité, indiquant qu'un bon nombre d'installations existantes n'étaient pas utilisées à des fins multiples ou qu'il n'y avait pas suffisamment d'enfants pour former des équipes de sport ou auxquels offrir des activités, ce qui fait augmenter le coût pour embaucher des conseillers pour mener ces programmes d'activité physique.
- Plusieurs participants au webinaire ont indiqué qu'il était difficile de trouver des activités d'un bon rapport coût-efficacité dans les régions du Nord et rurales qui n'exigent pas de connaissances ni de ressources spécialisées. Le transport à des installations et la distance de celles-ci ont également été soulevés comme un obstacle important.
- Quelques participants au webinaire ont suggéré que les activités et les programmes soient à faible coût, plutôt que gratuits.
- Un répondant clé aux entrevues a aussi ajouté qu'il y avait un sous-financement systématique, chronique et généralisé dans ces communautés – principalement en raison

de comportements historiques et d'idées préconçues concernant le bon niveau d'activité physique, lesquels sont ancrés dans le système et créent une inégalité.

- Quelques participants au webinaire ont ajouté que la nature cloisonnée des ministères qui ne s'entendent ou ne se coordonnent pas entre eux concernant de possibles occasions de cofinancer des activités de loisir et physiques crée des obstacles.
- Un autre répondant clé a ajouté que le financement était fondé sur la population plutôt que sur les besoins (le financement est lié au nombre de personnes dans la communauté, mais ne tient pas compte du contexte). Un répondant clé municipal a noté qu'un bon nombre d'installations et de programmes de loisirs sont financés selon un principe de recouvrement des coûts et, par conséquent, bien que des possibilités sans frais existent, les municipalités doivent recouvrer certaines des dépenses qui y sont associées.

Manque de connaissances, d'instruction et de motivation concernant les bienfaits de l'activité physique

- Les répondants au sondage, les participants au webinaire et les répondants clés interviewés ont décrit les manques de connaissances, d'instruction et de motivation comme des obstacles à une activité physique accrue.
- Les répondants au sondage ont déclaré que parfois, une augmentation de l'activité physique peut se produire tout simplement en donnant la priorité à l'activité physique par rapport à d'autres tâches, soit en changeant les habitudes existantes et les modes de vie associés à l'utilisation de la technologie (p. ex. ordinateurs, télévision, jeux vidéo et téléphones cellulaires) et en trouvant un groupe avec lequel faire de l'exercice ou un réseau de personnes actives. Toutefois, ils ont noté que les occasions de développer sa littératie physique sont insuffisantes et que les activités, les services et les programmes existants n'étaient pas bien connus dans la communauté parce qu'ils ne sont pas annoncés ou mis en valeur. Bon nombre ont mentionné que l'approche uniformisée pour promouvoir un mode de vie actif sain dans ces communautés et engager différents groupes démographiques n'avait pas fonctionné.
- Comme il a été souligné dans les entrevues de répondants clés, le contexte et les obstacles sont différents et uniques dans chaque communauté; les communautés doivent être habilitées par leurs propres connaissances et ce qui a du sens dans leur propre contexte.
- Les personnes interviewées ont également fait mention du rôle des écoles dans la promotion des activités physiques.
- Les participants au webinaire ont souligné l'importance de trouver des champions au sein des collectivités autochtones. Ils ont également noté qu'un bon nombre des modèles d'activité physique actuels sont destinés au grand public canadien et ne disposent pas de stratégies particulières pour répondre aux besoins particuliers de ceux qui doivent s'engager. Des initiatives ciblées seront nécessaires pour engager les personnes de groupes démographiques particuliers.
- Les participants au webinaire ont mentionné les faibles niveaux de littératie physique et l'importance d'accroître l'éducation sur les bienfaits à long terme de l'activité physique. Ils ont souligné l'importance de bâtir des environnements qui soutiennent et encouragent les

modes de vie sains et recommandé d'accroître l'activité physique des enfants dans les écoles et de l'incorporer dans l'ensemble du programme/tout au long de la journée scolaire.

- Les participants au webinaire ont également suggéré des programmes en fonction de l'âge pour les adultes plus jeunes et plus âgés (étant donné que les programmes destinés plus particulièrement aux populations plus âgées (50+) sont limités même si ce groupe devrait également être inclus dans l'élaboration du cadre sur l'activité physique).
- Les répondants au sondage ont désigné le vieillissement; les maladies/problèmes de santé comme les fractures de la hanche, l'arthrite et la sclérose en plaques; les blessures chroniques; l'incapacité, la santé mentale ou la pharmacodépendance et d'autres questions sociales comme la pauvreté, le chômage et les crimes menant au stress comme obstacles à une vie plus physiquement active.
- Quelques participants au webinaire ont mentionné le manque de mesures d'incitation (p. ex. les crédits d'impôt pour la participation à des activités de sport et de loisir qui ne sont offertes que dans certaines provinces).

Manque de personnel et de leadership

- Les participants au sondage et au webinaire ont soulevé la question de la capacité au sein des communautés d'élaborer des programmes et d'assurer leur prestation.
- Selon certains répondants au sondage, l'un des principaux défis pour accroître le niveau d'activité physique dans leurs communautés est le manque d'entraîneurs formés/chevronnés pour mener les activités et les programmes. Sans possibilités de formation pour les instructeurs, il n'y a pas assez d'instructeurs/animateurs formés pour aider les jeunes à améliorer leur littératie physique.
- Les participants au webinaire ont ajouté que les problèmes au niveau des ressources humaines comprennent le manque de dirigeants qualifiés et de personnel formé dans les domaines du sport et des loisirs (p. ex. responsables de la programmation, entraîneurs, arbitres, autre personnel de ligue et professeurs d'éducation physique) qui comprennent les questions et les problèmes auxquels sont confrontés les jeunes et les adultes dans les communautés rurales/éloignées/qui ne sont accessibles que par la voie des airs. Les autres problèmes en matière de ressources humaines comprennent le manque de ressources pour attirer et appuyer ces dirigeants (pouvant mener à l'épuisement professionnel), le maintien en poste du personnel qualifié, un manque de programmes d'encadrement pour développer et appuyer les entraîneurs/bénévoles/mentors de jeunes locaux et l'utilisation généralisée de bénévoles. Ces problèmes au niveau des ressources humaines rendent difficile l'établissement d'un calendrier fixe d'activités sur lequel la communauté peut compter, et il y a une perte d'élan lorsque les bons programmes cessent d'être offerts.
- Les participants au webinaire ont indiqué que l'engagement de la communauté (surtout au niveau des jeunes), l'établissement de milieux favorables et la mise à contribution des parents peuvent également poser un problème.
- Les participants au sondage ont relevé un manque de possibilités de leadership pour les jeunes, donnant lieu à un manque d'engagement de leur part dans des activités physiques. Les répondants ont noté que dans nombre de cas, il n'y avait pas de processus en place pour recruter et encadrer les jeunes afin qu'ils assument des postes de leadership lorsqu'un dirigeant formé en place quitte la communauté ou ses fonctions.

Manque de transport actif

- Un manque d'infrastructures piétonnières et cyclables a été désigné comme un problème par les répondants au sondage, comme un manque de trottoirs et de sentiers bien définis et reliés entre eux vers des parcs extérieurs et des installations récréatives. La peur et le risque de rencontrer des chiens errants, des ours et des moustiques et l'éclairage limité des rues rendent le transport actif difficile.
- Le transport en commun et le transport en général aux installations récréatives ont également été désignés comme des problèmes par les répondants au sondage en raison de la distance.
- Le transport a aussi été désigné comme un problème dans le cadre des entrevues de répondants clés, plus particulièrement dans le contexte scolaire. Dans certaines communautés, les élèves n'ont pas la chance de faire de l'activité physique ou du sport après l'école parce qu'ils doivent prendre l'autobus immédiatement après leurs cours pour se rendre à la maison qui se trouve parfois à 100 km de l'école.

B. Possibilités et solutions proposées

Compte tenu des problèmes qui ont été relevés, les participants ont été invités à parler de ce qui pourrait les aider et/ou aider leur communauté à augmenter leur niveau d'activité physique. Les possibilités et les solutions proposées comprennent d'offrir plus de fonds pour un plus grand nombre de programmes et d'installations intérieures; d'incorporer les modes de vie traditionnels et de soutenir la réclamation de la culture; de trouver et de former du personnel qualifié; d'appuyer les organisations, les partenariats et les programmes communautaires; de parfaire les connaissances et l'éducation; d'élargir le rôle des milieux de travail, des écoles et des centres communautaires; de mettre l'accent sur le transport actif et d'exploiter la technologie.

Fournir les financements nécessaires pour des programmes subventionnés ou gratuits et la création de nouveaux programmes et d'installations intérieures

- Les répondants au sondage, les participants au webinaire et les répondants clés aux entrevues ont hautement recommandé de fournir des programmes, des activités et du matériel à faible coût ou gratuits ainsi que des programmes de halte-accueil en dehors des heures normales de travail en soirée et les fins de semaine (bien que certains participants au webinaire aient recommandé des programmes à faible coût plutôt que gratuits, avec la possibilité de faire du bénévolat à la place de payer des frais pour accroître l'engagement).
- Les participants au webinaire ont ajouté que les municipalités établissaient souvent des partenariats avec des organisations afin d'offrir des programmes et des activités de loisir ou de financer (au moyen de subventions) les programmes et les activités offertes par des groupes communautaires, ce qui réduit les coûts d'administration. Malheureusement, bon nombre de groupes ne disposent pas des ressources nécessaires pour préparer les demandes de subvention. Les participants au sondage et au webinaire ont donc souligné

qu'un financement à long terme serait nécessaire pour maintenir en poste des dirigeants qualifiés et engagés et offrir des programmes stables et subventionnés.

- Les répondants au sondage ont d'autant plus recommandé qu'il y ait plus d'installations intérieures (comme des piscines intérieures chauffées), de centres récréatifs et de matériel de sport afin d'accroître l'activité physique. Ils ont aussi fait état du besoin d'accroître le nombre d'activités de plein air en hiver et de possibilités dans les communautés pour que les familles y participent ensemble.

Incorporer les modes de vie traditionnels et soutenir la réclamation de la culture

- Les répondants au sondage et au webinaire ont souligné l'importance de promouvoir et de soutenir les activités physiques qui sont accessibles et traditionnelles, comme la marche nordique, la raquette, la luge à pousser avec le pied, le ski de fond, la chasse, la préparation des peaux, les jeux inuits, la construction d'igloos, la construction de qamutiks, la pêche, les pratiques de partage de nourriture et les danses carrées, en plus d'aider les Aînés avec des activités comme le pelletage de neige et le transport d'eau. Ils ont également suggéré de relancer les danses traditionnelles et d'offrir des expériences d'apprentissage avec un aspect physique (p. ex. enseigner des techniques de survie et la géocachette).
- Les participants au sondage et au webinaire ont mentionné les programmes sur la terre parce que ces activités misent sur les activités antérieures et comprennent d'importantes pratiques culturelles comme la cueillette de plantes à usage médicinal et la transmission de connaissances traditionnelles et de pratiques culturelles. Ils ont souligné l'importance d'ouvrir son esprit à l'activité physique et de s'assurer que tous les programmes sont intergénérationnels et non liés à une installation.
- Les répondants au sondage ont indiqué qu'il faudrait encourager et soutenir les activités traditionnelles sur la terre comme la chasse, la pêche, le piégeage et la cueillette dans la vie de tous les jours.
- Les répondants au sondage ont également noté que l'innovation dans l'activité physique pour les collectivités autochtones signifie de lutter contre la pauvreté et de favoriser la revitalisation en permettant aux peuples autochtones de créer et d'offrir ces activités.
- Les participants au webinaire ont d'autant plus recommandé d'encourager la marche et d'autres formes de transport actif pour se rendre à l'école, au travail et au magasin au lieu de la motoneige ou de l'automobile.
- Les répondants clés ont mentionné la réclamation de la culture (p. ex. les activités comme la pêche, la chasse et la cueillette) comme une option pour accroître l'activité physique et les politiques, les approches et les programmes adaptés à la culture, comme la danse et le jardinage, lesquels ne sont habituellement pas considérés comme des activités physiques.
- La question suivante a également été posée à certains répondants clés à titre de suivi : « Qu'est-ce qui devrait être inclus dans le cadre pour s'assurer qu'il tienne compte de la culture et des perspectives et des modes de vie des Autochtones? » Les recommandations comprenaient de traiter ces communautés et les réserves comme des endroits où il est agréable de vivre en éliminant les cloisonnements existants, en augmentant la formation au niveau communautaire et le financement pour l'éducation des étudiants qui travaillent dans le secteur du sport et de l'activité physique, en collaborant avec les chercheurs, en formant les médias sur la façon de parler des sports et des peuples autochtones, en abordant la

question des différences entre les sexes et la participation aux sports dans les communautés où les ressources sont limitées et en incorporant des activités dans les écoles, comme le ski, la chasse, le « jeu de bâtonnets », et la chasse au « bison ».

Embaucher et développer du personnel qualifié

- Les répondants au sondage ont souligné qu'il fallait embaucher des animateurs, des coordonnateurs d'activité physique et des dirigeants qualifiés pour assurer la prestation des programmes. Pour créer des entraîneurs/superviseurs/animateurs qualifiés, ils suggèrent qu'une formation soit offerte périodiquement dans ces communautés, ce qui comprend la formation de parents et de jeunes comme entraîneur. Le financement de possibilités de perfectionnement professionnel doit se faire tant au sein qu'à l'extérieur de la communauté. Les participants au webinaire ont ajouté que des ressources seront nécessaires pour fournir du personnel à temps partiel afin de coordonner les activités physiques dans la communauté (dans bon nombre de communautés autochtones, une ou deux personnes seulement sont responsables de ces initiatives).
- Les autres recommandations suggérées par les répondants au sondage comprennent d'avoir des professionnels de la santé comme des physiologues/kinésiologues dans la communauté afin d'encourager les gens à faire de l'exercice et d'accroître les possibilités de leadership/mentorat pour les jeunes dans chaque communauté afin qu'ils puissent assurer la prestation des programmes eux-mêmes.
- Les participants au webinaire ont également cité plusieurs exemples de réussites où l'on a aidé les jeunes à développer leurs compétences de leadership et à apprendre comment organiser et diriger des activités récréatives pour tous. Ils ont noté que les jeunes ont souvent soif de responsabilités et sont bons pour apprendre de nouvelles choses. À leur tour, les jeunes peuvent transmettre ce qu'ils ont appris à leurs pairs, à leur famille et à la communauté, ce qui permet d'accroître la participation à l'établissement de programmes récréatifs. Les exemples comprennent les programmes de mentorat des jeunes qui assurent la formation, le perfectionnement des compétences et l'encadrement des jeunes afin de les aider à mettre en œuvre des programmes pour les enfants, le programme HIGH FIVE (équivalent à une classe d'école) et le programme *Alberta's Future Leaders*, dans le cadre desquels des mentors de jeunes travaillent dans des communautés autochtones au cours de l'été afin de trouver de nouveaux candidats à la formation en leadership et en activité physique qui pourront poursuivre le programme tout au long de l'année, entre autres.
- Les participants au webinaire ont également recommandé d'appuyer la formation sur la façon d'accroître les niveaux d'activité et de littératie physiques dans les écoles.

Appuyer les organisations, les partenariats et les programmes communautaires

- Les participants au webinaire ont convenu qu'il serait important d'accroître l'accès à des activités de sport et de loisir pour les plus petites communautés. Plusieurs ont également souligné l'importance d'accroître la communication et la collaboration et d'établir des partenariats entre les organisations, les communautés et le secteur privé (p. ex. Canadian Tire), étant donné que les partenariats multisectoriels peuvent souvent mieux exploiter les ressources et faire face à ce qui fait obstacle à l'activité physique (p. ex. partenariat du sport/des loisirs avec les propriétaires d'entreprises et l'éducation en vue d'offrir des

programmes parascolaires structurés dont la prestation peut être assurée par des jeunes plus âgés dans le cadre d'un programme d'emploi).

- Certains ont suggéré qu'une approche communautaire (plutôt que destinée à un groupe d'âge cible) soit adoptée pour l'activité physique, avec la collaboration et le soutien de dirigeants, de familles, d'amis et de bénévoles de la communauté (favorisant la motivation, la supervision et la camaraderie).
- D'autres ont recommandé d'investir dans les organisations et les programmes qui ont connu du succès et qui sont prêts à prendre de l'expansion et à offrir leurs services à un plus grand nombre de gens.
- Les participants au webinaire ont également suggéré qu'un plus grand nombre d'espaces et d'installations soient mis à la disposition de la communauté après les heures normales et que les programmes qui utilisent régulièrement les installations communautaires ne soient pas annulés en faveur d'autres activités.

Améliorer les connaissances et l'information sur les bienfaits de l'activité physique

- Les répondants au sondage ont fait valoir que les campagnes de sensibilisation, les ateliers et la diffusion d'information pour développer la littératie physique et informer les résidents de la communauté sur les ressources disponibles pourraient aider à faire augmenter l'activité physique. Des voies de communication avec les communautés voisines (surtout autochtones et d'autres communautés rurales) doivent être établies.
- Les répondants au sondage ont également souligné l'importance que les parents prennent part à des ateliers d'information offerts par les écoles ou les régimes de santé afin qu'ils apprennent pourquoi l'activité physique est importante pour leurs enfants, comment elle peut également leur être bénéfique et comment ils peuvent appuyer leurs enfants dans leurs poursuites d'activité physique ou de sport.
- Les répondants clés ont reconnu que le transfert efficace des connaissances exige la formulation de différents messages clés et qu'il doit être incorporé dans la vie quotidienne et la culture au moyen de politiques. Les secteurs clés comprennent l'éducation, la santé et ceux concernant le potentiel piétonnier/transport. Bien que tous les ordres de gouvernement doivent adopter le cadre sur l'activité physique, une habilitation et un transfert des connaissances doivent se faire au niveau communautaire. Il doit y avoir une approche descendante et ascendante afin que des programmes et des plans puissent être élaborés et mis en œuvre aux niveaux intersectoriel et local.
- En ce qui concerne le marketing et le marketing social, les répondants clés ont souligné qu'il était important que les personnes se voient elles-mêmes dans la solution et comprennent ce que cela sous-entend dans leur vie de tous les jours. Qui plus est, les répondants clés ont souligné qu'une meilleure sensibilité à la culture serait nécessaire au niveau des médias et des campagnes afin qu'ils ne soient pas prescriptifs et que le langage tenu ne comprenne pas les mots « blâme » et « honte ».

Élargir le rôle du milieu de travail, des écoles et des centres communautaires

- Les répondants au sondage ont fait mention de plusieurs moyens par lesquels le milieu de travail et les écoles peuvent favoriser l'activité physique. En milieu de travail, cela comprend

les bureaux debout-assis, l'infrastructure matérielle au travail favorisant le vélo (p. ex. supports ou salle de rangement pour vélos), un meilleur équilibre travail-vie et des heures de travail flexibles afin de permettre d'inclure du temps pour l'exercice dans la journée traditionnelle de travail. Dans les écoles, cela comprend l'élaboration de programmes ou d'activités parascolaires axés sur la bonne forme physique et non seulement les sports.

- Les répondants clés ont également souligné que l'accent devrait être mis sur les écoles, où l'activité physique peut être inculquée comme une valeur dès le jeune âge. La conscientisation et la sensibilité à la culture devraient être enseignées dans le système scolaire. Les écoles jouent un rôle important dans la promotion d'un milieu d'encouragement positif plutôt que d'un milieu de jugement et de faible estime de soi.
- Les répondants au sondage et les répondants clés aux entrevues se sont entendus pour dire que l'utilisation des écoles, des centres communautaires, des parcs ou d'autres bâtiments et espaces communautaires à différentes fins serait un bon moyen d'encourager l'activité physique.
- Les répondants clés ont indiqué que des avantages pouvaient être tirés de l'utilisation d'installations polyvalentes, mais il faudrait pour cela former des gens sur l'entretien de ces installations et fournir les ressources nécessaires à leur entretien à long terme. De plus, les solutions devraient être contextuelles et tenir compte de la perspective de la communauté (p. ex. les solutions ne devraient pas être prescriptives puisqu'elles devront être adaptées aux différentes communautés en fonction de leurs besoins particuliers).

Mettre l'accent sur le transport actif

- Des réseaux de transport actif reliés entre eux qui comprennent des sentiers de promenade, des trottoirs et des voies cyclables continus afin que les gens puissent se rendre au travail ou à l'école en utilisant des moyens de transport actif ont également été mentionnés de façon répétée par les répondants au sondage. Un meilleur éclairage dans les quartiers et les espaces verts a aussi été suggéré.
- Les répondants au sondage ont également suggéré de créer un système/réseau de transport subventionné afin d'assurer le transport des enfants vers et depuis les installations éloignées.

Exploiter la technologie

- Les participants au webinaire ont noté que l'activité physique doit souvent faire concurrence aux activités de loisir. Étant donné qu'il est relativement facile de s'adonner aux activités de la technologie comme les jeux vidéo et le cinéma et que celles-ci exigent moins d'investissements de temps et d'argent, les programmes et les jeux utilisant ces technologies peuvent également encourager les gens à devenir plus physiquement actifs (p. ex. Pokémon Go) et des plates-formes similaires peuvent être utilisées pour élaborer d'autres jeux appropriés ou propres aux groupes cibles. Et comme l'utilisation de la technologie continuera probablement d'augmenter avec le temps, son inclusion dans les programmes d'activité physique peut contribuer à l'engagement de participants à tous les niveaux. Toutefois, certains obstacles comme le coût et l'accessibilité (p. ex. données cellulaires dans le Nord rural) devraient être pris en considération.

C. Autres priorités et facteurs à considérer pour le cadre pancanadien

On a demandé aux participants au sondage et au webinaire et aux répondants clés aux entrevues s'ils avaient d'autres commentaires ou suggestions pour l'élaboration du cadre. Ils ont recommandé d'adopter une approche de collaboration/multidisciplinaire en vue d'élaborer et de mettre en œuvre le cadre sur l'activité physique, d'engager les peuples autochtones et les communautés directement afin d'accroître leur prise en charge du cadre sur l'activité physique et d'inciter les communautés à envisager de nouveaux moyens d'utiliser les espaces et les installations communautaires.

Adopter une approche de collaboration/multidisciplinaire pour l'élaboration et la mise en œuvre du cadre sur l'activité physique

- Certains répondants au sondage ont indiqué que des efforts supplémentaires devaient être faits pour harmoniser ou mettre à contribution les différents secteurs en vue d'encourager les communautés rurales, éloignées, du Nord et autochtones à augmenter leur niveau d'activité physique dans leur vie quotidienne. Cela pourrait nécessiter l'établissement de partenariats avec des organismes extérieurs et de relations avec les fournisseurs de services et de mettre à contribution les administrations municipales, les écoles et le milieu du travail. Le travail d'équipe est essentiel au soutien des dirigeants de programmes et un plan de collaboration cohérent sera requis. Une combinaison d'approches descendantes et ascendantes permettra d'accroître le sentiment d'appartenance de tous les groupes démographiques au cadre.
- Les répondants clés ont également souligné de façon répétée qu'il faudrait envisager des partenariats stratégiques au sein des communautés afin de rendre les programmes plus durables. Ils ont noté que le rôle de l'industrie de l'alimentation et de la nutrition devrait être intégré dans les programmes. Ils ont également suggéré d'harmoniser d'autres domaines et secteurs (p. ex. le cadre pancanadien sur l'activité physique pourrait renforcer et officialiser les relations avec le secteur de l'éducation et, peut-être, atténuer la différence entre les praticiens du sport et des loisirs, tout en aidant les gens à mieux comprendre le rôle des professionnels des soins de la santé).
- Les participants au webinaire ont également souligné l'importance d'offrir des possibilités de forums ouverts afin de permettre aux intervenants de communiquer entre eux et d'échanger davantage d'idées sur les défis auxquels font face les communautés rurales, éloignées et autochtones.

Engager les peuples autochtones et la communauté directement en vue d'accroître leur prise en charge du cadre sur l'activité physique

- Les répondants au sondage ont indiqué que les peuples et les communautés autochtones devaient prendre en charge les processus d'élaboration et d'exécution du cadre sur l'activité physique afin de s'assurer que les obstacles (y compris les réalités socioéconomiques) et

les solutions clés soient pris en compte. Les participants au sondage et au webinaire ont noté que la situation de chaque communauté était différente et que les communautés rurales, éloignées et autochtones pouvaient avoir des besoins, des manques et des croyances bien différents.

- Les répondants au sondage ont aussi souligné qu'il faudrait accorder de l'importance de reprendre contact avec la culture en misant sur la richesse de la spiritualité des Autochtones et de leur compréhension de l'environnement afin d'accroître les résultats de santé physique positifs.
- Les répondants clés ont fait mention des recommandations du rapport de la Commission de vérité et de réconciliation du Canada, soutenant qu'il serait important d'éliminer les cloisonnements gouvernementaux, de former les personnes au niveau communautaire et d'assurer un financement continu pour les modes de vie sains et actifs. Une approche de financement universelle ne fonctionnera pas.

Inciter la communauté à trouver de nouveaux moyens d'utiliser les espaces et les installations communautaires

- Les participants au webinaire ont convenu que l'accès de la communauté aux installations et aux espaces publics était essentiel aux programmes existants et émergents et que l'un des plus importants avantages est la capacité des installations et des espaces communs d'offrir une variété d'activités destinées à différents groupes d'âges. Des ententes avec les hameaux locaux peuvent faciliter ce processus.
- Les participants au webinaire ont noté que certaines communautés qui n'ont qu'une école comme centre récréatif ont souvent de la difficulté à avoir accès aux installations et à se procurer de l'équipement. Des problèmes peuvent également survenir par suite de priorités concurrentes entre les différentes organisations et les différents groupes en raison d'options limitées en matière d'espace disponible dans la communauté. Les coûts de location, d'électricité et de supervision peuvent nuire aux programmes. Il faudrait donc un engagement accru de la communauté et la familiarité des espaces peut être exploitée en vue d'encourager la participation. Des modifications respectueuses de la culture (p. ex. utiliser la porte du gymnase plutôt que l'entrée principale de l'école ou commencer les activités à d'autres endroits avant de les transférer aux écoles) peuvent être faites afin d'encourager la participation de ceux qui n'ont pas un rapport positif avec l'institution.
- Étant donné que le coût est un obstacle important à la participation, les participants au webinaire ont réitéré l'importance de réduire les frais pour les adultes plus âgés et ceux ayant un plus faible revenu afin de permettre aux groupes marginalisés d'avoir accès au transport, aux installations et aux programmes nécessaires. Ils ont également noté que pour assurer la réussite à long terme des activités et des programmes, les gens doivent demeurer dans la communauté et transmettre la formation.

Résumé

Les activités de consultation et d'engagement menées entre janvier 2017 et mars 2017 ont fait ressortir davantage de commentaires sur les questions auxquelles font face les communautés

du Nord, rurales, éloignées et/ou autochtones du Canada. Dans le cadre d'un sondage, d'un webinaire et d'entrevues de répondants clés, les participants ont fait connaître leurs expériences uniques, leurs commentaires et leurs points de vue quant aux difficultés, aux possibilités et aux solutions qu'il peut y avoir en vue d'augmenter les niveaux d'activité physique pour eux-mêmes, leur famille, leur communauté et/ou les communautés avec lesquelles ils travaillent.

Les participants ont noté plusieurs défis et obstacles clés auxquels font face les communautés du Nord, rurales, éloignées et autochtones, y compris le climat et l'environnement; les contraintes de temps; un manque d'accès abordable aux installations, au matériel et aux programmes en raison d'un manque de fonds; un manque de connaissances, d'instruction et de motivation; un manque de personnel et de leadership et un manque d'options de transport actif.

Pour surmonter ces défis, ils ont suggéré un bon nombre de possibilités et de solutions, ce qui comprend d'offrir un plus grand soutien financier afin d'accroître le nombre de programmes et d'installations intérieures; d'incorporer les modes de vie traditionnels et de soutenir la réclamation de la culture; d'engager et de développer du personnel qualifié; d'appuyer les organisations, les partenariats et les programmes communautaires; d'accroître les connaissances et la formation, d'élargir le rôle du milieu de travail, des écoles et des centres communautaires, de mettre l'accent sur le transport actif et d'exploiter la technologie. Les participants ont également recommandé qu'une approche de collaboration/multidisciplinaire soit adoptée pour élaborer et mettre en œuvre le cadre pancanadien sur l'activité physique, qu'un accent soit mis sur l'engagement des peuples et des communautés autochtones afin d'accroître leur prise en charge du cadre sur l'activité physique et que les communautés réfléchissent à de nouvelles façon d'utiliser les espaces et des installations communautaires.

Ces obstacles et solutions illustrent les contextes sociaux et culturels uniques dans lesquels les communautés du Nord, rurales, éloignées et autochtones vivent, et des mesures particulières devront être prises en vue de s'assurer que ces communautés aient aussi accès au cadre pancanadien sur l'activité physique et qu'il leur soit utile et pertinent.

Prochaines étapes

Les résultats de ce processus de consultation et d'engagement seront communiqués aux participants à la consultation et aux représentants gouvernementaux et utilisés pour élaborer la vision, l'orientation, les objectifs, les priorités et la portée du cadre, de même qu'un plan pour la surveillance et la production de rapports. La rédaction et l'élaboration du cadre pancanadien sur l'activité physique ont débuté en janvier 2017 et s'achèveront en juin 2017 en vue de la présentation du cadre aux ministres FPT du SAPL en juillet 2017.

Remerciements

Le présent rapport a été élaboré et rédigé par Abhi Bhandari, associée de recherche, Économie de la santé, et Jessica Brichta, associée de recherche, Économie de la santé du Conference Board du Canada.

Les auteurs aimeraient remercier les personnes qui ont participé au sondage, au webinaire et aux entrevues de répondants clés, de même que les membres du Comité FPT sur l'activité physique et les loisirs pour leurs précieuses contributions à cette recherche.

Avis de non-responsabilité

La recherche pour le présent rapport a été réalisée par le Conference Board du Canada avec l'appui du Comité FPT sur l'activité physique et les loisirs. Conformément aux lignes directrices du Conference Board pour les recherches financées, la conception et la méthode de recherche, de même que le contenu du présent rapport, ont été déterminés par le Conference Board. Les résultats et conclusions de ce rapport ne reflètent pas nécessairement les opinions des bailleurs de fonds, des conseillers et des examinateurs.

Annexe 1 –

Tableau 1 : Auto-identification des répondants au sondage

Caractéristique	Fréquence	Pourcentage
Province/territoire		
Alberta	21	10,0
Colombie-Britannique	31	14,8
Manitoba	1	0,5
Nouveau-Brunswick	21	10,0
Terre-Neuve-et-Labrador	1	0,5
Territoires du Nord-Ouest	30	14,3
Nouvelle-Écosse	7	3,3
Nunavut	7	3,3
Ontario	43	20,5
Île-du-Prince-Édouard	0	0
Québec	12	5,7
Saskatchewan	25	11,9
Territoire du Yukon	11	5,2
Âge (en années)		
18 à 19	1	0,7
20 à 24	5	3,6
25 à 29	14	10,1
30 à 34	15	10,9
35 à 39	14	10,1
40 à 44	23	16,7
45 à 49	19	13,8
50 à 54	10	7,3
55 à 59	13	9,4
60 à 64	8	5,8
65 à 69	10	7,3
70 à 74	3	2,2
75 à 79	2	1,5
80 ans ou plus	1	0,7
Préfèrent ne pas répondre	0	0
Domaine d'activité		
Activité physique	79	17,4
Sport	64	14,1
Loisirs	93	20,5
Éducation (y compris membres de conseils scolaires, enseignants, administrateurs)	44	9,7
Transport	11	2,4
Aménagement du territoire	11	2,4
Services sociaux	14	3,1
Santé publique et promotion de la santé	48	10,6
Services de soins de santé	37	8,2
Environnement	7	1,5
Parcs et faune	10	2,2
Milieu universitaire/recherche	11	2,4

Garde d'enfants	12	2,6
Autre (veuillez spécifier)	13	2,9
Rôle dans la communauté		
Membre de la communauté	98	27,5
Aîné	17	4,8
Fonctionnaire municipal	23	6,5
Responsable de la santé	60	16,9
Responsable du sport et des loisirs	85	23,9
Chercheur	20	5,6
Autre (veuillez spécifier)	53	14,9